



Corporation Fiera Capital

Rapport de gestion

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024

Table des matières

Mode de présentation et déclarations prospectives	1
Transactions stratégiques	3
Faits saillants financiers	4
Vue d'ensemble	8
Responsabilité d'entreprise	10
Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement	12
Perspectives	21
Résultats financiers	22
Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits	24
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	42
Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net	47
Mesures non conformes aux IFRS	49
Situation de trésorerie et sources de financement	56
Sommaire des résultats trimestriels	65
Principales données annuelles	73
Situation financière	74
Transactions entre parties liées	75
Instruments financiers	76
Événements postérieurs à la date de clôture	81
Estimations comptables d'importance critique	82
Nouvelles normes comptables	84
Contrôle interne et procédures	85
Renseignements importants	86

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion, daté du 25 février 2025, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 décembre 2024 et pour le trimestre et l'exercice clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023. La Société prépare ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les International Financial Reporting Standards, ou les « IFRS »). Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et des autres entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle, ce qui peut nécessiter l'exercice d'un jugement important. La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines données comparatives ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le BAIIA ajusté par action¹⁾, le résultat net ajusté¹⁾, le résultat net ajusté par action¹⁾, les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois¹⁾, les flux de trésorerie disponibles par action des douze derniers mois¹⁾ et la dette nette¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives se rapportant à des événements futurs ou au rendement futur, lesquelles rendent compte des attentes ou des opinions de la direction concernant des événements futurs, y compris, sans s'y limiter, les conditions, tendances et perspectives économiques, la croissance de Fiera Capital ainsi que ses résultats d'exploitation, son rendement, ses possibilités ou occasions d'affaires, ses objectifs, ses plans et priorités stratégiques et ses nouvelles initiatives, dont celles liées à la durabilité, ainsi que d'autres énoncés qui ne se rapportent pas à des faits historiques. Les déclarations prospectives peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de Fiera Capital, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels, ses dividendes attendus et les perspectives quant à ses activités, ainsi que concernant les économies canadienne, américaine, européenne, asiatique et les autres économies mondiales. Ces déclarations prospectives reflètent les opinions actuelles de la direction et sont fondées sur des facteurs et des hypothèses que celle-ci considère comme raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle. Ces déclarations prospectives peuvent généralement être repérées par l'emploi de mots ou d'expressions comme « hypothèse », « continuer », « estimer », « prévision », « but », « orientation », « probable », « plan », « objectif », « perspective », « potentiel », « prévoir », « projet », « stratégie » et « cible », ou d'autres mots ou expressions similaires, ou par l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel (y compris dans leur forme négative), tels que « viser », « anticiper », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de » et « vouloir ».

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

Par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes inhérents et reposent sur plusieurs hypothèses qui peuvent faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement des attentes de la direction et que les prévisions, projections, attentes, conclusions ou énoncés ne se révèlent pas exacts. Par conséquent, la Société ne garantit pas que les déclarations prospectives se réaliseront et les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à celles-ci. Les déclarations prospectives sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties intéressées à comprendre certains éléments clés des objectifs, des stratégies, des attentes, des plans et des perspectives commerciales de la Société, ainsi que le contexte d'exploitation prévu. Les lecteurs sont toutefois avertis que ces informations peuvent ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les événements, les résultats ou le rendement réels pourraient différer sensiblement des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes, des conclusions ou des énoncés formulés dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risque et d'incertitudes importants, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Fiera Capital, notamment, sans toutefois s'y limiter, les risques liés au rendement des placements et aux placements des actifs sous gestion (les « ASG »), le risque lié à la concentration des ASG en lien avec les stratégies à l'égard desquelles Gestion d'actifs PineStone inc. (« PineStone ») agit à titre de sous-conseiller, les employés clés, le secteur de la gestion d'actifs et les pressions concurrentielles, le risque pour la réputation, les risques liés à la conformité réglementaire, le risque lié aux politiques, aux procédures et aux mesures concernant la sécurité de l'information, le risque de litiges, le risque de fautes ou d'erreurs de la part d'employés, le risque lié à la couverture d'assurance, le risque lié à la fidélité et à l'engagement des clients, les risques liés aux relations avec les tiers, les risques liés à l'endettement, le risque de marché, le risque de crédit, les risques liés à l'inflation, aux taux d'intérêt et à la récession, les risques liés à la structure de propriété et à la possibilité de dilution, ainsi que les autres risques et incertitudes décrits dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 à la rubrique « Facteurs de risque et incertitudes » ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Les lecteurs sont avertis que la liste précédente de facteurs de risque et d'incertitudes n'est pas exhaustive et que d'autres risques et incertitudes pourraient avoir une incidence sur la Société. D'autres risques et incertitudes, y compris ceux dont Fiera Capital n'a pas connaissance à l'heure actuelle ou qu'elle juge actuellement négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les activités commerciales, la situation financière, les liquidités, les activités d'exploitation ou les résultats financiers de la Société. Lorsqu'ils se fient aux déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication faite par Fiera Capital, les investisseurs et les autres parties intéressées devraient examiner attentivement les risques et les incertitudes énumérés ci-dessus, ainsi que d'autres événements potentiels qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière, les activités d'exploitation, le rendement ou les résultats de la Société.

Sauf indication contraire, les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la direction en date des présentes et, par conséquent, sont susceptibles d'être modifiées après cette date. Fiera Capital ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être formulées de temps à autre par elle ou en son nom afin de tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de circonstances futures, ou pour un autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu des lois applicables.

Transactions stratégiques

Exercice 2023

Entente de distribution stratégique avec New York Life Investments

Le 13 mars 2023, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une nouvelle entente de distribution stratégique avec New York Life Investments (« NYLIM ») par l'entremise de ses filiales Fiera Capital Inc. (« FCI »), Fiera Comox Partners Inc. (« Fiera Comox ») et Fiera Capital (UK) Ltd. (« Fiera UK »).

Cette entente établit NYLIM, un gestionnaire de placement mondial reconnu et respecté, comme l'un des partenaires de distribution pour Fiera Capital. Cette entente contient certains droits d'exclusivité sur le marché intermédiaire des conseillers aux investisseurs aux États-Unis pour diverses stratégies de placement gérées par FCI, Fiera Comox et l'équipe Atlas de sociétés mondiales de Fiera UK. Cette entente élargira également la distribution des stratégies de revenu fixe fiscalement avantageux de FCI au moyen des comptes en gestion distincte (« CGD »), ainsi que les stratégies CGD phares de son équipe d'actions américaines de croissance, soit la stratégie Actions de croissance à petite et moyenne capitalisation et la stratégie Actions de croissance à petite capitalisation.

Dans le cadre de cette entente et d'une entente stratégique entre NYLIM et PineStone, le 13 septembre 2023, NYLIM a annoncé qu'elle intégrait quatre fonds à sa gamme de fonds MainStay, soit le MainStay Fiera SMID Growth Fund (auparavant le « Fiera Capital Small/Mid-Cap Growth Fund »), le MainStay PineStone International Equity Fund (auparavant le « Fiera Capital International Equity Fund »), le MainStay PineStone U.S. Equity Fund (auparavant le « Fiera Capital U.S. Equity Long-Term Quality Fund ») et le MainStay PineStone Global Equity Fund (auparavant le « Fiera Capital Global Equity Fund »). Un profit de 5,1 millions de dollars a été comptabilisé au cours du troisième trimestre de 2023 relativement à la vente de ces fonds.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

<i>(en milliards de dollars)</i>	ASG et ASG trimestriels moyens aux et pour les trimestres clos les			Variation	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	103,4	101,4	98,0	2,0	3,4
Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone	44,0	44,6	45,2	(0,6)	(1,2)
Total des ASG – marchés publics	147,4	146,0	143,2	1,4	4,2
ASG – marchés privés	19,7	19,5	18,5	0,2	1,2
Total des ASG¹⁾	167,1	165,5	161,7	1,6	5,4
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	103,0	100,2	94,8	2,8	8,2
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics, ASG sous-conseillés par PineStone	44,2	44,2	45,0	—	(0,8)
Total des ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics	147,2	144,4	139,8	2,8	7,4
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés privés	19,4	19,4	18,6	—	0,8
Total des ASG trimestriels moyens²⁾	166,6	163,8	158,4	2,8	8,2

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	Sommaire des résultats financiers pour les trimestres clos les			Sommaire des résultats financiers pour les exercices clos les	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits	184,0	171,7	211,0	688,6	686,6
Résultat net³⁾	(0,2)	12,6	39,4	25,0	58,5
BAIIA ajusté⁴⁾	53,4	51,7	77,6	195,8	205,9
Marge du BAIIA ajusté⁴⁾	29,0 %	30,1 %	36,8 %	28,4 %	30,0 %
Résultat net ajusté^{3), 4)}	22,8	28,9	50,2	102,7	126,1
Par action – de base					
Résultat net ³⁾	(0,00)	0,12	0,37	0,23	0,56
BAIIA ajusté ⁴⁾	0,50	0,48	0,73	1,83	1,98
Résultat net ajusté ⁴⁾	0,21	0,27	0,47	0,96	1,21
Par action – dilué					
Résultat net ³⁾	(0,00)	0,11	0,30	0,23	0,50
BAIIA ajusté ⁴⁾	0,50	0,42	0,56	1,80	1,56
Résultat net ajusté ⁴⁾	0,21	0,25	0,37	0,94	1,00
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois⁴⁾	87,4	95,2	89,2	87,4	89,2

¹⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.

³⁾ Attribuable aux actionnaires de la Société.

⁴⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

Faits saillants financiers trimestriels

- Les actifs sous gestion ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ou 1,0 %, par rapport au 30 septembre 2024 :
 - L'incidence favorable du marché de 3,8 milliards de dollars, principalement attribuable au taux de change, a été partiellement contrebalancée par la croissance interne nette négative de 2,1 milliards de dollars au sein des marchés publics.
 - Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, la croissance interne nette représente une sortie nette de 0,8 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives de 1,6 milliard de dollars attribuables au rééquilibrage, essentiellement dans les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, ont été partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,9 milliard de dollars.
 - La croissance interne nette négative comprend des retraits de 1,3 milliard de dollars relatifs à des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, incluant des mandats perdus de 0,6 milliard de dollars, dont une tranche d'environ 0,3 milliard de dollars, à notre connaissance, se rapporte à des actifs sous gestion d'un important client des Intermédiaires financiers qui ont été transférés directement à PineStone, la somme restante se rapportant à des mandats perdus qui n'ont pas été transférés directement à PineStone. Les contributions nettes négatives de 0,7 milliard de dollars sont principalement liées à des clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global.
 - Comme la Société l'a annoncé précédemment, des mandats additionnels de PineStone fondés sur des actions de 5,7 milliards de dollars auprès de Canoe Financial LP ont été retirés et transférés directement à PineStone en janvier 2025. Par ailleurs, la direction prévoit que des ASG d'un montant additionnel d'environ 1,0 milliard de dollars seront transférés directement à PineStone au cours de l'exercice 2025.
- Les produits ont augmenté de 12,3 millions de dollars, ou 7,2 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des honoraires de performance pour les stratégies sur les marchés publics et les marchés privés, ainsi qu'à la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction.
 - Les produits ont diminué de 27,0 millions de dollars, ou 12,8 %, par rapport à la période correspondante de 2023. La diminution est surtout attribuable à la baisse des honoraires de performance pour les stratégies sur les marchés publics, principalement dans la région EMOA.
- Le BAIIA ajusté a augmenté de 1,7 million de dollars, ou 3,3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout d'une augmentation des honoraires de performance et des commissions d'engagement et frais de transaction, partiellement contrebalancée par l'augmentation de la rémunération variable et des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance.
 - Le BAIIA ajusté a diminué de 24,2 millions de dollars, ou 31,2 %, par rapport à la période correspondante de 2023, en raison surtout de la baisse des honoraires de performance et de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, contrebalancée en partie par la baisse des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance.
- Le résultat net ajusté a diminué de 6,1 millions de dollars, ou 21,1 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, et des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des produits.
 - Le résultat net ajusté a diminué de 27,4 millions de dollars, ou 54,6 %, par rapport à la période correspondante de 2023, principalement en raison de la baisse des honoraires de performance dans la région EMOA et des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de la charge d'impôt sur le résultat.

Faits saillants financiers

- La perte nette attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffrée à 0,2 million de dollars, comparativement à un bénéfice net de 12,6 millions de dollars pour le trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, ainsi que des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des produits.
 - Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué de 39,6 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2023, principalement en raison de la baisse des produits, des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, ainsi que d'un recouvrement comptabilisé au trimestre correspondant de l'exercice précédent lié aux produits d'assurance reçus et à la reprise d'une provision liée à une réclamation. Les diminutions ont été contrebalancées en partie par la baisse de la charge d'impôt sur le résultat.
- Les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois ont diminué de 1,8 million de dollars, ou 2,0 %, par rapport à la période correspondante de 2023. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, compte non tenu de l'incidence du fonds de roulement, découlant essentiellement de la baisse des honoraires de performance et de l'augmentation de l'intérêt versé sur la dette à long terme. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement découlant principalement du recouvrement d'honoraires de performance liés à l'exercice 2023, facteur partiellement contrebalancé par la hausse de la rémunération variable et de l'impôt sur le résultat payé. De plus, les distributions reçues des coentreprises ont augmenté, et les dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle ont diminué.

Faits saillants financiers depuis le début de l'exercice

- Les actifs sous gestion ont augmenté de 5,4 milliards de dollars, ou 3,3 %, par rapport au 31 décembre 2023 :
 - L'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères de 18,7 milliards de dollars, principalement attribuable aux mandats fondés sur des actions, a été partiellement contrebalancée par la croissance interne nette négative de 13,0 milliards de dollars au cours de l'exercice. La croissance interne nette négative s'est chiffrée à 13,8 milliards de dollars pour les stratégies liées aux marchés publics, montant partiellement contrebalancé par la croissance interne nette positive de 0,8 milliard de dollars pour les stratégies liées aux marchés privés, en raison surtout du montant des nouveaux mandats. La croissance interne nette comprend des contributions nettes négatives de 6,9 milliards de dollars attribuables principalement au rééquilibrage dans les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe.
 - Les actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller ont légèrement diminué pour se chiffrer à 44,0 milliards de dollars, comparativement à 45,2 milliards de dollars au 31 décembre 2023, car les sorties de trésorerie ont été essentiellement contrebalancées par une incidence favorable du marché au cours de l'exercice.
 - La croissance interne nette négative comprend des retraits de 9,6 milliards de dollars relatifs à des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, incluant des mandats perdus de 7,7 milliards de dollars, dont une tranche d'environ 7,5 milliards de dollars, à notre connaissance, a été transférée directement à PineStone. Les contributions nettes négatives de 1,9 milliard de dollars sont principalement liées à des clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global.
 - Sur les 7,5 milliards de dollars d'actifs sous gestion qui ont été transférés directement à PineStone, une tranche d'environ 3,7 milliards de dollars provient d'un important client des Intermédiaires financiers.

- Comme la Société l'a annoncé précédemment, des mandats additionnels de PineStone fondés sur des actions de 5,7 milliards de dollars auprès de Canoe Financial LP ont été retirés et transférés directement à PineStone en janvier 2025. Par ailleurs, la direction prévoit que des ASG d'un montant additionnel d'environ 1,0 milliard de dollars seront transférés directement à PineStone au cours de l'exercice 2025.
- Les produits ont augmenté de 2,0 millions de dollars, ou 0,3 %, en raison principalement de la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés et publics ainsi que de la hausse des autres produits, partiellement contrebalancées par la baisse des honoraires de performance sur les marchés publics, principalement dans la région EMOA.
- Le BAIIA ajusté a diminué de 10,1 millions de dollars, ou 4,9 %, en raison principalement de la baisse des honoraires de performance, de la hausse de la rémunération et de l'augmentation des frais de déplacement et de marketing, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des honoraires de gestion et des autres produits, ainsi que par la baisse des honoraires de sous-conseiller.
- Le résultat net ajusté a diminué de 23,4 millions de dollars, ou 18,6 %, principalement en raison de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, et des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de la charge d'impôt sur le résultat.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué de 33,5 millions de dollars, ou 57,3 %, en raison principalement de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, des pertes au bilan liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain, et d'un profit à la vente de fonds comptabilisé au cours de l'exercice précédent dans le cadre d'une nouvelle entente de distribution stratégique avec NYLIM. Ces diminutions ont été partiellement compensées par la baisse de la charge d'impôt sur le résultat et la diminution des amortissements.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante de premier plan jouissant d'une présence mondiale en croissance dont les actifs sous gestion se chiffraient à 167,1 milliards de dollars au 31 décembre 2024. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs sur les **marchés publics** et **privés**. Nos stratégies s'adressent à la clientèle des **Marchés institutionnels**, des **Intermédiaires financiers** et de la **Gestion privée** d'investisseurs individuels établie au **Canada**, aux **États-Unis**, en **Europe**, au **Moyen-Orient**, en **Afrique** (« **EMOA** ») et dans les principaux marchés d'**Asie**.

Au 31 décembre 2024, la Société comptait environ 863 employés permanents, dont environ 225 professionnels des placements.

Les activités de service à la clientèle de Fiera Capital sont organisées selon les réseaux de distribution suivants :

- **Marchés institutionnels** : Le bassin de clientèle diversifié à l'échelle mondiale de la Société comprend des régimes de retraite de nombreuses grandes sociétés et institutions financières, des fonds de dotation, des fondations, des organisations religieuses et organismes de bienfaisance et des fonds du secteur public d'importantes municipalités et universités.
- **Intermédiaires financiers** : La Société a des liens avec des clients des marchés institutionnels et de gestion privée ainsi qu'avec des investisseurs individuels, et elle gère ces relations grâce à des partenariats stratégiques avec des intermédiaires financiers partout dans le monde, comme des banques et leurs filiales, des compagnies d'assurance et des réseaux de conseillers financiers indépendants. La Société agit également à titre de sous-conseiller auprès de partenaires financiers et d'intermédiaires financiers pour la gestion de leurs fonds communs de placement, fonds en gestion commune et fonds négociés en bourse qui investissent dans diverses catégories d'actifs.
- **Gestion privée** : Le groupe Gestion privée de la Société offre des services de gestion des actifs et des services-conseils directement aux investisseurs individuels fortunés, fondations et fiducies familiales, successions et fonds de dotation.

La gamme mondiale de solutions et placements sur les **marchés publics** de Fiera Capital couvre tout l'éventail des stratégies, des sociétés à petite capitalisation aux sociétés à grande capitalisation, des stratégies propres à certains marchés aux stratégies axées sur les titres mondiaux, des stratégies macroéconomiques descendantes et des stratégies à revenu fixe spécialisées, ainsi que des stratégies axées sur les placements alternatifs liquides.

Dans le domaine des **marchés privés**, la plateforme de placements privés diversifiée à l'échelle mondiale de Fiera Capital ne cesse de croître, offrant un profil de risque et de rendement distinct et durable pour nos clients grâce à des stratégies axées sur l'immobilier, le crédit privé, l'infrastructure, l'agriculture, les terres forestières, les placements privés et les marchés privés diversifiés. Bien que chaque catégorie d'actifs présente des caractéristiques uniques, la catégorie de placements sur les marchés privés dans son ensemble a retenu l'attention des investisseurs au cours des dernières années en raison de ses caractéristiques de placement, offrant des rendements intéressants et un degré de volatilité et de corrélation moindre avec les actifs des marchés publics, ainsi que des flux de trésorerie constants et prévisibles.

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les principaux développements des activités depuis la création de la Société en 2003.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Investissement durable

En tant que gestionnaire de placement mondial, Fiera Capital reconnaît qu'il lui incombe d'attribuer efficacement le capital de façon à générer de la valeur à long terme pour ses clients et de contribuer positivement aux collectivités et aux marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'engagement de la Société en matière de durabilité est un élément central de cette approche, soit sa vision d'être un gestionnaire de placement qui favorise la création d'une richesse durable pour ses clients.

Pour ce faire, Fiera Capital a élaboré une stratégie de durabilité fondée sur trois piliers clés grâce auxquels elle s'efforce d'intégrer les facteurs liés à la durabilité dans ses décisions de placement, de sorte que la Société est prête à gérer les risques et à saisir les occasions de création de valeur à long terme.

Responsabilité : Fiera Capital s'engage à exercer ses activités de façon responsable, en mettant l'accent sur les résultats positifs pour la planète, les personnes et les collectivités.

Résilience : La plateforme de placement de Fiera Capital est conçue pour la souplesse et l'innovation, pour lui permettre de relever les défis grâce à une gouvernance solide et à des processus efficaces.

Engagement : Fiera Capital est d'avis qu'il est crucial de favoriser la collaboration et l'inclusion pour atteindre ses objectifs de durabilité. La compréhension et l'intégration des points de vue des parties prenantes sont essentielles à son succès.

En tant que gestionnaire de capital, Fiera Capital estime qu'il est de son devoir d'attribuer efficacement le capital de ses clients. La Société est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent adéquatement les facteurs significatifs liés à la durabilité, ainsi que les risques et les occasions connexes, ont tendance à créer des entreprises et des actifs plus résilients et de meilleure qualité, et sont donc mieux positionnées pour produire une valeur économique durable à long terme. Par conséquent, Fiera Capital estime que pour être en mesure de remplir son obligation fiduciaire et d'exercer son mandat, il est essentiel qu'elle intègre les facteurs liés à la durabilité et des critères de saine gouvernance à son analyse et à ses processus en matière de placements.

Depuis 2009, Fiera Capital est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, dont l'objectif est de favoriser l'acceptation et la mise en œuvre de ces principes au sein de l'industrie des placements. La Société œuvre également en faveur de l'investissement durable en participant activement à des projets collaboratifs et en respectant les règles et les politiques établies. En prenant ces engagements en matière d'investissement responsable, Fiera Capital reconnaît l'importance de collaborer avec d'autres parties prenantes dans l'ensemble de la chaîne de valeur des placements afin de faire progresser le secteur. Elle a avalisé diverses normes et déclarations pertinentes et est fière de participer activement, en tant que signataire, à de nombreux réseaux et initiatives d'investissement durable.

Pour en savoir davantage sur les différentes approches de la Société en matière d'investissement durable en ce qui a trait à sa plateforme de placement, nous vous invitons à consulter la page « Investissement durable » du site Web de Fiera Capital.

Diversité, équité et inclusion (« DEI »)

La diversité des opinions et des points de vue décuple la capacité de Fiera Capital à trouver des solutions innovantes et donc à garantir la prospérité durable de tous ses clients. Pour Fiera Capital, il est indispensable de créer une culture axée sur le respect, l'inclusion et l'entraide pour pouvoir collaborer, générer des perspectives d'affaires concurrentielles et prendre des décisions plus éclairées. À mesure que la Société poursuit sa croissance, elle aspire à atteindre un degré de diversité qui constitue un reflet fidèle des collectivités et des entreprises du monde auxquelles elle fournit de l'assistance et des services.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos initiatives en matière de DEI, veuillez consulter la section « Responsabilité d'entreprise » du site Web de la Société ainsi que la rubrique sur la DEI dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, laquelle est disponible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société.

Programme de cybersécurité

Fiera Capital a mis en place un programme complet de cybersécurité à l'échelle mondiale, guidé par une politique mondiale de sécurité de l'information et une gestion rigoureuse des risques, et qui intègre les personnes, les processus, la technologie et l'information. Le programme, conforme à la norme ISO 27001/2, a pour objectif le respect du cadre de cybersécurité du NIST et l'intégration des CIS Critical Security Controls (les « contrôles CIS »); il est dirigé par le bureau de la cheffe mondiale de la sécurité des systèmes d'information et est supervisé par le comité de gouvernance de la sécurité de Fiera Capital, lequel inclut les membres de la haute direction. Le comité d'audit et de gestion des risques joue un rôle crucial dans la gouvernance du programme de cybersécurité, en assurant la surveillance aux fins de la reddition de comptes et de l'alignement stratégique.

Les risques liés à la cybersécurité sont pris en compte dans le cadre de gestion des risques d'entreprise, et Fiera Capital assure une surveillance et une gestion efficaces des risques liés à la cybersécurité au moyen de contrôles d'atténuation proactifs et d'une couverture d'assurance appropriée. Un cadre exhaustif de gestion des risques liés aux tiers est en place pour assurer des mesures de cybersécurité adéquates au sein de la chaîne d'approvisionnement et de l'écosystème de fournisseurs.

Afin de renforcer la sécurité et la protection de ses données, la Société a recours à une stratégie de défense en profondeur axée sur la détection, la protection et la réponse efficaces aux menaces, grâce à des moyens technologiques avancés tels que les systèmes de détection des intrusions, les protocoles de chiffrement et une protection robuste des points terminaux. L'approche proactive de Fiera Capital s'étend à la reprise après sinistre, à la planification de la continuité des activités, aux tests de pénétration annuels, aux évaluations mensuelles de la vulnérabilité et à un plan d'intervention officiel en cas d'incident couvrant toutes les étapes de la gestion des incidents. Fiera Capital passe en revue et améliore constamment son environnement afin d'optimiser la sécurité tout en favorisant la gestion des opérations.

En parallèle, Fiera Capital favorise l'adoption d'une culture de la cybersécurité au moyen d'une formation complète et de campagnes de sensibilisation. Les nouveaux employés sont tenus de suivre des programmes de sensibilisation à la sécurité, et tous les employés reçoivent une formation annuelle en matière de sécurité accompagnée d'une attestation de connaissance des politiques connexes. Des simulations de hameçonnage fréquentes, y compris des campagnes ciblées et des formations d'appoint pour les employés fautifs et ceux exerçant des rôles à risque élevé, aident à la sensibilisation et à la préparation en matière de cybersécurité.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Revue globale

L'économie mondiale a été marquée par l'incidence réciproque de divers enjeux complexes en 2024, notamment des trajectoires de croissance divergentes, des taux d'inflation inégaux et une incertitude politique accrue. Alors que l'économie américaine a continué de faire preuve de résilience, la menace d'une nouvelle accélération de l'inflation et de politiques monétaires restrictives se profile à l'horizon. Pendant ce temps, d'autres grandes économies sont aux prises avec un contexte de stagnation, de désinflation ou de stagflation, ce qui crée un environnement fragmenté pour les investisseurs.

Revue économique régionale et revue des marchés

Canada

La croissance économique a ralenti et est inférieure à son potentiel en raison des répercussions des hausses de taux d'intérêt précédentes qui ont accablé les ménages endettés. Pour contrer le ralentissement, la Banque du Canada a intensifié sa politique d'assouplissement.

États-Unis

En 2024, l'économie américaine a fait preuve d'une résilience inattendue, grâce aux fortes dépenses de consommation, à la conjoncture favorable du marché du travail et aux mesures de relance budgétaire. Malgré cette croissance, les risques d'inflation persistants, alimentés par les politiques de la nouvelle administration Trump, notamment les restrictions à l'immigration, les tarifs tous azimuts et les réductions d'impôts, pourraient inciter la Réserve fédérale à adopter une position plus prudente en 2025. L'économie américaine continue de tourner à un rythme supérieur à son potentiel, et la pénurie de main-d'œuvre fait augmenter les salaires, ce qui est incompatible avec la cible d'inflation de 2 % de la Réserve fédérale. La récente stagnation de l'inflation, mise en évidence par la hausse de l'indice de base des prix des dépenses de consommation des particuliers qui a atteint 2,8 %, et les éventuelles pressions sur les prix causées par les politiques laissent supposer que la Réserve fédérale pourrait devoir reconsidérer ses projets d'assouplissement de sa politique monétaire.

Étranger

Zone euro

La région voit son avenir assombri par la stagnation économique et la désinflation, en plus des perturbations politiques au sein des grandes économies comme celles de la France et de l'Allemagne, ainsi que des dérèglements des échanges commerciaux que pourrait causer la présidence Trump.

Royaume-Uni

L'économie est aux prises avec des pressions stagflationnistes : la croissance modérée contraste avec l'inflation élevée des salaires et le maintien des prix des services, ce qui limite la capacité de la Banque d'Angleterre à se réorienter vers un assouplissement monétaire.

Marchés émergents

La Chine doit relever un double défi, soit le ralentissement de son marché immobilier et le recul de la confiance de son secteur privé, ce qui limite à la fois la croissance intérieure et la croissance des exportations. Les décideurs politiques ont signalé une transition vers des mesures de relance budgétaire et d'accommodement monétaire pour contrer les risques déflationnistes.

Marchés boursiers mondiaux

Après un bon début d'année 2024, les marchés boursiers mondiaux ont connu un ralentissement au dernier trimestre de l'année. La situation s'avère délicate pour les actions mondiales, tandis que s'estompent les espoirs d'assouplissement monétaire énergique par les banques centrales, que la croissance demeure résiliente et que l'inflation demeure tenace. Alors que la vigueur des titres de sociétés technologiques à très grande capitalisation et les conditions favorables dans certains secteurs ont stimulé les marchés aux États-Unis et au Canada, les titres des marchés européens et des marchés émergents ont subi l'incidence des risques politiques, des tensions commerciales et du resserrement des conditions financières. La performance future dépendra de l'évolution des bénéfices des sociétés, à savoir s'ils seront solides malgré les pressions à la baisse sur les évaluations dans un contexte continu de taux d'intérêt élevés.

Marchés des titres à revenu fixe

Les marchés obligataires ont subi l'incidence de conditions défavorables au quatrième trimestre, puisque le programme budgétaire inflationniste de Trump et la résilience économique des États-Unis ont dissipé les espoirs de réductions importantes des taux d'intérêt par la Réserve fédérale. Les obligations du Trésor des États-Unis ont été les plus durement touchées (-3,1 %), tandis que les obligations canadiennes se sont stabilisées, grâce à l'inflation modérée et à l'assouplissement monétaire énergique appliqué par la Banque du Canada. La divergence des politiques monétaires s'est accentuée : la Réserve fédérale, contrainte par l'inflation persistante et les risques budgétaires de l'ère Trump, a tempéré les attentes de réduction des taux pour 2025, tandis que la Banque centrale européenne et la Banque du Canada ont procédé à des baisses plus rapides en réponse aux préoccupations à l'égard de la croissance. La Banque d'Angleterre demeure cependant dans une impasse stagflationniste. L'inflation tenace à l'égard des services, ainsi que les pressions salariales, contrastent vivement avec la stagnation de la croissance, de sorte que les taux d'intérêt demeurent élevés. Les investisseurs sont maintenant aux prises avec un contexte fragmenté dans lequel les banques centrales doivent trouver l'équilibre entre l'amenuisement de la désinflation et la fragilité économique, alors que les solutions sur le plan monétaire sont de plus en plus dictées par les anomalies locales de l'inflation et les chocs politiques.

Conclusion

Fiera Capital demeure vigilante dans ce contexte économique changeant, et elle oriente sa stratégie sur la gestion des difficultés liées aux pressions inflationnistes divergentes et aux changements de politiques. Notre approche de gestion proactive nous assure une préparation adéquate en vue de l'adaptation efficace de nos stratégies de manière à protéger et à optimiser les placements des clients dans une conjoncture économique incertaine.

Performance des stratégies de placement – Marchés publics

Au cours du quatrième trimestre de 2024, les stratégies de la Société ont donné des résultats contrastés. La plupart des stratégies de la Société continuent cependant d'ajouter de la valeur à long terme.

Stratégies fondées sur les actions

Actions de sociétés à forte capitalisation

Au cours du quatrième trimestre, les stratégies phares de Fiera Capital fondées sur des actions de sociétés à forte capitalisation ont généralement affiché des rendements absolus positifs. Bien que les stratégies fondées sur des actions de sociétés canadiennes à forte capitalisation aient enregistré des rendements inférieurs à celui de l'indice de référence S&P/TSX, principalement en raison de l'absence d'exposition aux importants ressorts de l'indice, ces stratégies surclassent habituellement l'indice de référence sur le long terme. La sélection de titres dans les secteurs des services financiers et des produits industriels a eu une incidence négative sur le rendement au cours de cette période.

Le rendement de la stratégie Actions américaines « Core » était légèrement inférieur à celui de l'indice S&P 500 à la fin du trimestre, ayant été freiné par l'absence d'actions à rendement élevé du secteur des technologies. La stratégie demeure tout de même une source constante de valeur ajoutée à long terme pour les investisseurs. Entre-temps, la stratégie internationale toutes capitalisations – certificats américains d'actions étrangères a surclassé l'indice MSCI ACWI Ex USA grâce à des sélections judicieuses dans les secteurs des produits industriels, des biens de consommation discrétionnaire et des soins de santé, lesquelles ont contribué à son rendement supérieur depuis sa création.

La stratégie Atlas de sociétés mondiales n'a pas été à la hauteur de l'indice MSCI World au cours du trimestre, principalement en raison des titres sélectionnés dans les secteurs des technologies de l'information et des produits industriels, ainsi que d'une surpondération dans le secteur des soins de santé. La stratégie a tout de même maintenu un rendement solide à long terme, surclassant son indice de référence depuis sa création en 2017.

Les trois stratégies sous-conseillées par Gestion d'actifs PineStone ont enregistré des résultats inférieurs à leur indice de référence respectif au cours du trimestre. La stratégie Actions internationales n'a été que légèrement surclassée par l'indice MSCI EAFE, principalement en raison de ses placements dans le secteur des produits industriels. Les stratégies Actions américaines et Actions mondiales ont été surclassées de façon plus significative par leur indice de référence respectif, principalement en raison des sélections de titres dans les secteurs des biens de consommation discrétionnaire, des technologies de l'information et des produits industriels. Malgré les résultats du trimestre considéré, les trois stratégies ont toujours surclassé leur indice de référence depuis leur création.

Stratégie de petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers

Les stratégies de Fiera Capital fondées sur des actions de sociétés canadiennes de petite capitalisation, de sociétés américaines de moyenne capitalisation, de marchés émergents et de marchés frontaliers ont affiché des résultats contrastés au cours du quatrième trimestre. Les stratégies canadiennes de petite capitalisation ont généré d'excellents résultats, surclassant l'indice des sociétés à petite capitalisation du S&P/TSX grâce à des sélections stratégiques dans le secteur immobilier et à une sous-pondération dans le secteur des matières. De plus, la stratégie Petite capitalisation « Core » a tiré parti de la forte préférence pour le secteur des services financiers. Les deux stratégies ont toujours surclassé leur indice de référence depuis leur création.

La stratégie U.S. SMid Cap Growth a généré un rendement absolu positif, mais conforme à celui de son indice de référence, l'indice Russell 2500 Growth, puisque les sélections judicieuses dans le secteur des soins de santé ont compensé les titres plus faibles dans le secteur des produits industriels. Cette stratégie a généré une valeur ajoutée de plus de 350 points de base depuis sa création en 2000.

Les stratégies axées sur les marchés émergents et les marchés frontaliers de Fiera Capital ont enregistré un rendement décevant au quatrième trimestre, même si leur rendement a été solide pour l'ensemble de l'exercice. La stratégie axée sur les marchés émergents a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice MSCI Marchés émergents, principalement en raison de la sélection de titres de la Chine, mais elle maintient depuis longtemps un rendement supérieur à celui de son indice de référence. La stratégie axée sur les marchés frontaliers a enregistré pour une rare fois un rendement inférieur à celui de son indice pour le trimestre considéré, car elle ne comptait aucun titre des marchés les plus performants comme le Pakistan et l'Islande, mais elle continue d'afficher un rendement très solide à long terme.

La stratégie Marchés émergents sélects a généré un rendement légèrement inférieur à celui de son indice de référence pour le trimestre considéré, mais elle l'a largement surclassé pour l'ensemble de l'exercice et depuis sa création en 2021. Les stratégies Marchés émergents et Marchés frontaliers se sont heurtées à des difficultés au cours du trimestre en raison de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain. Cependant, les solides performances dans les secteurs des technologies de l'information et de l'immobilier, ainsi que les positions favorables au Vietnam, en Grèce et en Arabie saoudite, ont mené à un rendement solide pour l'ensemble de l'exercice. Cette stratégie continue d'afficher d'impressionnants rendements annualisés à deux chiffres sur le long terme.

Stratégies de revenu fixe

Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes

Au quatrième trimestre, les stratégies de Fiera Capital fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes ont généré des rendements absolus contrastés. Les stratégies axées sur les obligations d'infrastructure ont surclassé les indices de référence en enregistrant des gains grâce au resserrement des écarts de taux et à une exposition solide aux titres de sociétés. De même, les stratégies de gestion intégrée « Core » et Universel de sociétés ont surclassé leur indice de référence respectif en tirant parti des effets favorables des écarts de taux et des reports découlant de leurs positions substantielles dans les obligations de sociétés et les secteurs des services financiers et de l'immobilier.

À l'inverse, la stratégie Gestion active « Core » a affiché un rendement légèrement inférieur à celui de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, car les effets positifs des fluctuations des écarts liés aux titres du gouvernement fédéral, de gouvernements municipaux et de sociétés ont été neutralisés par les positions actives à long terme et les positionnements sur la courbe. La stratégie Strategic Core a suivi étroitement son indice de référence, ayant été limitée par ses positionnements sur la courbe, tandis que la stratégie Gestion valeur relative a enregistré un rendement décevant en raison de la superposition des contrats à terme sur les obligations, ainsi que de sa stratégie axée sur la durée.

Malgré les rendements trimestriels variés, la plupart des stratégies de Fiera Capital fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes ont systématiquement surclassé leur indice de référence à long terme, ce qui souligne leur solide gestion stratégique dans diverses conditions de marché.

Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères

Les stratégies de Fiera Capital fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères ont été confrontées à des défis, en particulier dans les principaux marchés développés comme les États-Unis. La stratégie de revenu multisectoriel mondial a enregistré un rendement inférieur à celui du Bloomberg Global Aggregate Bond Index (couvert en dollars canadiens), en raison principalement de son absence d'exposition au marché chinois et de ses positions actives au chapitre des durées pour les obligations d'État du Royaume-Uni et des États-Unis. Malgré le recul enregistré au cours du trimestre, la stratégie a généré de solides rendements absolus et relatifs tout au long de 2024 et a surclassé son indice de référence de plus de 200 points de base.

Au quatrième trimestre, la stratégie High Grade Core Intermediate a enregistré un rendement inférieur à celui du Bloomberg Intermediate US Aggregate Index, principalement en raison de ses positions à plus long terme. De même, les stratégies Tax Efficient Core Intermediate, 1 an à 10 ans, et US Tax Efficient Core Plus n'ont pas atteint le rendement de leur indice de référence respectif, le Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index. Le rendement inférieur s'explique dans le premier cas par une exposition inadéquate à certains titres de l'indice qui ont été moins durement touchés par les faibles volumes de transactions et, dans le second cas, par l'incidence de ses positions à plus long terme. Malgré ces difficultés dans l'immédiat, les deux stratégies ont systématiquement surclassé leur indice de référence sur le long terme.

Bien que les résultats trimestriels aient nécessité certaines concessions tactiques, le rendement à long terme de ces stratégies demeure vigoureux. Chaque portefeuille a systématiquement surclassé son indice de référence sur plusieurs années, ce qui témoigne de l'approche rigoureuse de Fiera Capital dans la sélection des titres de crédit, de sa gestion dynamique de la durée et de sa répartition sectorielle stratégique.

Stratégies d'investissement équilibré

Nos stratégies équilibrées ont affiché des rendements absolus positifs, mais elles ont affiché un rendement inférieur à celui de leur indice de référence respectif pour le trimestre. Cela s'explique principalement par la performance des gestionnaires sous-jacents et les résultats contrastés des décisions en matière de répartition tactique de l'actif. Malgré leur sous-rendement récent, ces stratégies ont donné de solides résultats à moyen et à long terme, grâce à une répartition stratégique et à la sélection efficace par les gestionnaires.

Performance des stratégies de placement – Marchés privés

Au quatrième trimestre de 2024, les stratégies sur les marchés privés de Fiera Capital ont affiché un rendement solide, soutenu par une gestion rigoureuse des risques et un positionnement stratégique sur le marché. Notre approche ciblée dans les secteurs de la dette immobilière, des infrastructures et du capital-investissement s'est avérée efficace pour tirer parti des baisses de taux favorables et de l'évolution de la conjoncture économique, ce qui a généré des rendements stables et des occasions prometteuses de déploiement de capitaux.

Stratégies axées sur le crédit privé

Au quatrième trimestre de 2024, les stratégies de Fiera Capital axées sur la dette immobilière ont enregistré des rendements solides, générant des rendements et des distributions en trésorerie stables. Ces résultats sont attribuables aux prêts à court terme ciblés pour la construction, les transactions de crédit-relais et les transactions à valeur ajoutée, ainsi qu'à des prêts privilégiés de premier rang sur les actifs principaux. Dans l'ensemble des marchés clés comme l'Amérique du Nord, l'Europe et la Nouvelle-Zélande, nos stratégies ont misé sur un contexte macroéconomique favorable, y compris les baisses de taux par les banques centrales, pour améliorer les rendements et les distributions en trésorerie. La baisse des taux hypothécaires a considérablement stimulé la demande dans le secteur du logement abordable en Nouvelle-Zélande, ce qui a accru nos occasions de prêts. Compte tenu des taux plancher sur les prêts à taux variable, nos portefeuilles sont en bonne position pour tirer parti de l'amélioration continue du marché immobilier et des augmentations prévues de l'affectation des capitaux.

Le portefeuille de dette privée de sociétés a maintenu son rendement vigoureux, ce qui témoigne d'une saine diversification des marchés finaux et des régions. Cette stratégie a enregistré une intense activité au chapitre des transactions, incluant de nouveaux prêts et remboursements, ce qui souligne sa nature dynamique et son attrait constant pour les investisseurs.

Notre stratégie axée sur les obligations d'infrastructure a également affiché un solide rendement, malgré certains ajustements à la baisse latents liés à la valeur de marché attribuables aux variations des taux de base. Toutefois, puisque les baisses de taux pourraient se poursuivre dans des marchés clés comme le Canada et les États-Unis, les ajustements antérieurs pourraient s'inverser, ce qui améliorerait les résultats futurs. La stratégie est en bonne position pour demeurer fructueuse, grâce à l'intensification des activités de développement qui soutiennent la transition vers l'énergie propre et l'infrastructure numérique.

Dans l'ensemble, les stratégies de Fiera Capital axées sur le crédit privé demeurent robustes, s'appuyant sur une gestion rigoureuse des risques et une répartition sectorielle stratégique, tout en s'alignant sur nos objectifs de croissance à long terme et en s'adaptant efficacement à l'évolution de la conjoncture économique.

Stratégies axées sur l'immobilier

Les marchés immobiliers au Canada et au Royaume-Uni ont montré des signes de reprise au cours du trimestre après avoir traversé une période d'évaluation difficile. Grâce à de nouvelles réductions de taux et à l'amélioration des conditions de liquidité, les valeurs immobilières se sont stabilisées, ce qui marque le début d'une phase de reprise. Nos portefeuilles construits de façon stratégique, comportant une forte pondération dans les secteurs des immeubles à logements multiples, des produits industriels et de la logistique, sont positionnés de manière optimale pour tirer parti de cet élan. Ces secteurs devraient afficher un rendement supérieur à celui de l'indice à mesure que la confiance des investisseurs, les volumes de transactions et les entrées de capitaux continueront d'augmenter, ce qui laisse entrevoir des perspectives favorables pour 2025.

Stratégie axée sur l'infrastructure

Au quatrième trimestre de 2024, la stratégie de Fiera Capital axée sur l'infrastructure a généré des rendements positifs puisque les obstacles macroéconomiques des dernières années commencent à s'aplanir. En mettant l'accent sur la croissance interne au sein de nos placements existants et sur la gestion diligente de la structure du capital, la stratégie a démontré la résilience et le potentiel de notre portefeuille pour s'adapter et prospérer dans un contexte économique changeant. Un élément clé du succès de notre stratégie réside dans notre performance exemplaire au chapitre des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), pour laquelle nous avons systématiquement obtenu de bonnes notes selon les indices de référence du Global Real Estate Sustainability Benchmark (« GRESB »). Cette réalisation souligne notre engagement ferme à l'égard de pratiques d'investissement durable et nous positionne comme chef de file dans l'intégration des facteurs ESG et des questions climatiques à nos processus de placement.

De plus, l'équipe continue de suivre une approche axée sur les plateformes stratégiques, afin de consolider les placements actuels et de repérer de nouvelles occasions de croissance. Cette approche, en plus d'améliorer la capacité de notre portefeuille à tirer parti de l'expertise existante, cible également des occasions de déploiement moins concurrentielles, mais très rentables.

Stratégie axée sur l'agriculture

Notre stratégie axée sur l'agriculture a donné des résultats contrastés, entre le succès notable des cultures en rangs en Australie et les défis attribuables aux conditions climatiques qui ont affecté d'autres secteurs. Malgré ces résultats contrastés, la stratégie s'appuie sur un large bassin de nouvelles occasions de partenariat et d'occasions complémentaires, ce qui permet d'entrevoir un avenir positif pour les placements diversifiés en agriculture.

Stratégie de Terres forestières durables

La stratégie de Terres forestières durables a réussi à élargir son portefeuille grâce à des acquisitions stratégiques aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, en mettant l'accent sur la gestion forestière durable et en tirant parti de la demande mondiale de bois de résineux. En plus de nous permettre de diversifier notre empreinte géographique, ces placements cadrent avec notre engagement en matière de gestion durable des ressources, ce qui nous permet de tirer parti de la demande croissante sur le marché.

Stratégie axée sur les placements privés

Notre stratégie axée sur les placements privés a affiché un rendement vigoureux stimulé par la croissance dans diverses sociétés de portefeuille. Malgré les défis dans certains secteurs, le portefeuille tire globalement parti de solides positions sur les marchés et de l'intérêt soutenu des investisseurs, en particulier dans les secteurs des technologies et des services liés à la santé. La stratégie demeure vigilante et à l'affût des tendances du marché pour bien se positionner afin de saisir de nouvelles occasions de placement, de façon à assurer une croissance soutenue qui cadre avec ses objectifs de placement stratégiques.

Tableau 1 – Taux de rendement au 31 décembre 2024 pour les Marchés publics

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T4 2024			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Stratégies d'investissement équilibré															
Fonds équilibré « Core »	Indice de référence mixte ¹⁾	Janv. 1988	CAD	1,39	(1,87)	3	12,96	(4,49)	3	5,50	(0,75)	3	8,54	0,28	2
Fonds équilibré DFF	Indice de référence mixte ²⁾	Avril 1993	CAD	1,14	(1,18)	3	12,40	(2,91)	4	6,35	(0,82)	2	9,08	0,35	1
Fonds équilibré diversifié	Indice de référence mixte ³⁾	Janv. 2004	CAD	1,67	(0,55)	3	11,01	(4,22)	4	4,61	(3,22)	3	6,56	(1,92)	4
Répartition d'actifs – Gestion tactique	Indice de référence mixte ⁴⁾	Janv. 2006	CAD	2,24	0,36	S.O.	12,62	0,13	S.O.	5,56	0,36	S.O.	7,31	0,44	S.O.
Actions de sociétés à forte capitalisation															
Actions canadiennes	S&P/TSX	Janv. 2013	CAD	1,15	(2,61)	3	20,33	(1,32)	2	11,67	3,09	1	13,04	1,96	1
Actions canadiennes « Core »	S&P/TSX	Janv. 1992	CAD	0,86	(2,90)	3	17,27	(4,38)	4	9,14	0,56	2	11,80	0,72	2
Actions américaines « Core »	S&P 500	Déc. 2015	USD	1,55	(0,86)	3	20,27	(4,75)	3	7,66	(1,28)	3	14,67	0,15	2
Actions américaines	S&P 500	Avril 2009	CAD	3,41	(5,61)	4	22,14	(14,21)	4	9,93	(3,83)	4	16,28	(0,64)	2
Actions internationales	MSCI EAFE	Janv. 2010	CAD	(2,43)	(0,25)	3	14,57	1,33	2	5,44	(0,70)	3	10,07	3,16	1
Actions mondiales	MSCI World	Oct. 2009	CAD	3,40	(2,89)	3	22,20	(7,24)	3	8,00	(3,04)	3	13,49	(0,01)	2
Atlas de sociétés mondiales	MSCI World	Avril 2017	CAD	1,99	(4,30)	3	10,62	(18,81)	4	1,73	(9,31)	4	12,05	(1,44)	2
Actions internationales toutes capitalisations – certificats américains d'actions étrangères	MSCI ACWI Ex USA	Sept. 2011	USD	(5,56)	2,04	1	3,62	(1,91)	3	0,76	(0,06)	3	7,76	3,65	1
Petite capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers															
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »	S&P/TSX petites capitalisations	Janv. 1987	CAD	3,27	2,58	2	17,83	(1,00)	3	0,29	(3,85)	4	8,80	(0,13)	4
Actions canadiennes – Petite capitalisation	S&P/TSX petites capitalisations	Janv. 1989	CAD	1,41	0,72	3	15,30	(3,53)	4	3,62	(0,53)	3	9,68	0,75	3
U.S. SMID Cap Growth	Russell 2500 Growth	Avril 2000	USD	2,30	(0,13)	3	6,31	(7,58)	4	1,78	1,80	2	12,55	4,47	1
Marchés émergents	MSCI Marchés émergents	Juill. 2010	USD	(8,35)	(0,34)	4	7,77	0,27	3	0,49	2,41	2	3,16	1,46	2
Marchés émergents sélects	MSCI Marchés émergents, sauf certains marchés ⁵⁾	Janv. 2021	USD	(5,84)	(0,56)	2	5,90	5,98	3	8,68	6,84	1	14,70	9,97	1
Marchés frontaliers	MSCI Marchés frontaliers	Mars 2010	USD	(5,08)	(3,92)	4	11,72	2,30	4	7,89	11,35	2	13,08	11,29	1
Placements alternatifs liquides															
Emerging & Frontier Opportunities	Sans indice de référence	Sept. 2013	USD	(5,29)	S.O.	S.O.	13,27	S.O.	S.O.	8,14	S.O.	S.O.	13,02	S.O.	S.O.
Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes															
Gestion active « Core »	Indice global des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	(0,07)	(0,03)	4	5,05	0,82	3	(0,29)	0,31	3	1,40	0,61	3
Gestion stratégique « Core »	Indice global des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	(0,03)	0,01	4	5,53	1,30	1	(0,09)	0,51	3	1,58	0,79	2
Gestion intégrée « Core »	Indice global des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 1993	CAD	0,17	0,21	2	5,10	0,87	2	0,09	0,69	2	1,48	0,69	2
Gestion valeur relative	Indice des obligations gouvernementales FTSE Canada	Déc. 2017	CAD	(0,93)	(0,53)	S.O.	3,16	(0,16)	S.O.	(1,42)	(0,10)	S.O.	0,84	0,58	S.O.
Universel de sociétés	Indice des obligations de sociétés FTSE Canada	Mars 2012	CAD	1,10	0,07	2	7,76	0,79	3	2,01	0,54	2	2,82	0,51	3
Obligations d'infrastructure	Indice de référence mixte ⁶⁾	Févr. 2015	CAD	(0,22)	0,46	S.O.	5,75	2,58	S.O.	(0,58)	1,53	S.O.	1,35	1,31	S.O.
Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères															
Revenu multisectoriel mondial	Bloomberg Global AGG Bond Index hedged in CAD ⁷⁾	Déc. 2009	CAD	(2,17)	(0,86)	4	4,63	2,22	4	3,25	1,30	4	2,72	1,56	4
High Grade Core Intermediate	Bloomberg Intermediate US Aggregate Bond	Janv. 2005	USD	(2,33)	(0,26)	4	2,24	(0,23)	4	(0,57)	0,25	4	0,74	0,41	4
Tax Efficient Core Intermediate 1-10 Yr	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal	Avril 2007	USD	(1,04)	(0,09)	3	0,73	(0,18)	4	0,24	0,09	2	0,96	(0,07)	3
Tax Efficient Core Plus	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal	Janv. 2012	USD	(1,23)	(0,28)	4	0,85	(0,06)	4	0,34	0,19	2	1,22	0,19	2

¹⁾ Indice de référence mixte

²⁾ Indice de référence mixte

³⁾ Indice de référence mixte

⁴⁾ Indice de référence mixte

⁵⁾ Marchés exclus

⁶⁾ Indice de référence mixte

⁷⁾ Bloomberg Barclays Global AGG Bond Index CAD-hedged

40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P/TSX; 40 % MSCI World (net) en \$ CA

45 % (60 % Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et 40 % indice des obligations universelles FTSE Canada); 20 % S&P/TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE net en \$ CA; 10 % MSCI World (net) en \$ CA; 5 % MSCI World (net) couvert en \$ CA

32 % Indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada + 4 %; 20 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 15 % S&P/TSX; 33 % MSCI World

5 % Indice des Bons du Trésor à 91 Jours FTSE Canada; 25 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P/TSX; 10 % S&P 500; 10 % MSCI EAFE; 5 % MSCI Marchés émergents; 25 % Actifs réels

Chine, Corée du Sud, Taiwan, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Russie

Indice des obligations provinciales à moyen terme FTSE Canada et Indice des obligations provinciales à long terme FTSE Canada interpolés

Pas d'indice de référence depuis la création, puis le Barclays Global AGG Bond Index CAD-hedged depuis le 2 avril 2023.

Notes importantes :

Les rendements présentés ci-dessus sont annualisés pour les périodes de un an et plus.

Tous les rendements sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.

Les rendements présentés ci-dessus présumant le réinvestissement de tous les dividendes.

Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société.

Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

Les normes GIPS sur les indices composés sont fournies sur demande.

Tableau 2 – Taux de rendement au 31 décembre 2024 pour les Marchés privés

Stratégies de placement – Marchés privés	Devise	Date de création	Capital variable	Capital fixe	Taux de rendement interne brut depuis la création		Valeur liquidative (en M\$)	Total des engagements non utilisés (en M\$)
					Rendement ¹⁾	TRI brut ²⁾		
Immobilier								
Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c.	CAD	Juin 2013	✓		8,34 %	—	3 141	88
Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier s.e.c.	CAD	Mars 2015	✓		14,05 %	—	896	—
Fiera Real Estate Long Income Fund (UK)	GBP	Août 2009	✓		5,45 %	—	220	—
Infrastructure								
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs canadiens seulement) ³⁾	CAD	Janv. 2016	✓		—	5,05 %	1 743	80
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs mondiaux) ⁷⁾	USD	Juin 2018	✓		—	8,62 %	1 622	56
Crédit privé								
Fiera Real Estate Financing Fund	CAD	Déc. 2006	✓		12,26 %	—	750	—
Fiera Infrastructure Debt Fund II LP	CAD	Nov. 2021		✓	—	12,07 %	164	139
Fiera Infrastructure High Yield Debt Fund LP	USD	Avr. 2022	✓		10,21 %	—	35	14
Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, L.P.	USD	Août 2018	✓		—	11,32 %	619	—
Fiera Private Debt Fund VI	CAD	Févr. 2019		✓	5,25 %	—	542	—
Fiera Comox Private Credit Opportunities Open-End Fund L.P. ⁴⁾	USD	Avr. 2020	✓		—	8,04 %	512	33
Agriculture mondiale								
Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox s.e.c. ⁴⁾	USD	Juill. 2017	✓		—	9,20 %	1 751	64
Placements privés								
Fiera Comox Global Private Equity Fund I L.P. ⁴⁾	USD	Sept. 2018	✓		—	16,63 %	687	43
Solutions axées sur les marchés privés diversifiés								
Fiera Diversified Lending Fund ^{5), 6)}	CAD	Avr. 2008	✓		9,08 %	—	1 880	—
Fiera Global Diversified Lending Master Fund, L.P. ^{5), 6)}	USD	Juin 2018	✓		8,12 %	—	159	—
Fiera Diversified Real Assets Fund ^{5), 6)}	CAD	Juin 2019	✓		5,77 %	—	606	—
Fiera Diversified Real Estate Fund ^{5), 6)}	CAD	Juill. 2013	✓		6,77 %	—	550	—

Notes importantes :

¹⁾ Tous les rendements pondérés en fonction du temps annualisés sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

²⁾ Présenté avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

³⁾ Représente la performance d'EagleCrest Infrastructure Canada LP, le véhicule de placement parallèle pour les investisseurs canadiens seulement. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des placements des stratégies pertinentes pour EagleCrest Infrastructure Canada LP.

⁴⁾ Taux de rendement interne brut, déduction faite des charges d'exploitation.

⁵⁾ Stratégies avec répartition diversifiée à divers fonds de financement privé (L.P.), y compris certaines stratégies mentionnées ci-dessus.

⁶⁾ Les rendements bruts sont recalculés en fonction des honoraires et des charges réels engagés par les fonds dans lesquels le fonds en gestion commune a investi.

⁷⁾ Représente la performance combinée des actifs disponibles pour les investisseurs mondiaux. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des actifs partagés de la stratégie EagleCrest combinée (actifs partagés entre EagleCrest Infrastructure Canada LP et EagleCrest Infrastructure SCSp).

PERSPECTIVES

En 2024, la Société a achevé sa transition d'un modèle de distribution mondiale à un nouveau modèle de distribution régionalisée axé sur le renforcement des capacités locales et la stimulation de la croissance (le « modèle de distribution régionalisée »). Cette transition a été conçue pour renforcer la présence de la Société dans les régions clés, notamment les États-Unis, la région EMOA et l'Asie, grâce à une proximité accrue avec la clientèle, une connaissance approfondie des marchés et un leadership sur mesure. Comme le prévoit cette transition, de nouveaux chefs de la direction régionaux ont été nommés tout au long de 2023 et au début de 2024 pour diriger les activités dans ces régions de même qu'au Canada. Du fait de cette structure, la Société exerce désormais ses activités avec un modèle unifié et régionalisé qui enrichit son expertise locale et renforce sa présence dans les marchés clés. Cette approche permettra à Fiera Capital de mieux servir ses clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires. Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société étend activement sa présence en augmentant ses ressources liées aux ventes et à la distribution, notamment en ouvrant de nouveaux bureaux et de nouvelles succursales dans des endroits stratégiques pour soutenir les initiatives régionales et stimuler la croissance future.

La vision stratégique de Fiera Capital pour l'horizon 2025 s'articule autour des quatre domaines fondamentaux suivants :

Les équipes de placement à la base : L'attention particulière accordée à nos équipes de placement se trouve au cœur de notre stratégie pour l'exercice. Nous reconnaissons que nos professionnels en placement constituent la base de notre réussite, et nous nous engageons à leur fournir les ressources et la souplesse nécessaires à une répartition efficace du capital. En donnant les moyens requis aux gestionnaires de portefeuille sur les marchés publics et privés, nous leur donnons la souplesse et les outils dont ils ont besoin pour mettre en œuvre leurs stratégies avec succès. Cette orientation renforce notre engagement envers l'excellence en gestion de placements, qui s'appuie sur une analyse rigoureuse et une compréhension approfondie de la dynamique des marchés.

La prestation d'un service à la clientèle supérieur : Notre modèle de distribution régionalisé renforce l'engagement des clients en rapprochant la prise de décisions des marchés que nous desservons. Cette approche permet d'améliorer la prestation des services, de renforcer la confiance et de veiller à ce que nos équipes de placement puissent s'appuyer sur des fonctions habilitantes solides adaptées aux besoins régionaux. Nous perfectionnons continuellement notre cadre de travail afin d'améliorer l'intégration mondiale et l'efficacité opérationnelle afin que nos équipes aient les outils et les connaissances nécessaires pour obtenir de solides résultats en matière de placement.

L'offre de valeur à nos actionnaires : Nous prenons toutes nos décisions internes en matière d'affectation des capitaux et des ressources dans une perspective de création de valeur rigoureuse pour nos actionnaires. En réaction au contexte économique incertain, la Société a poursuivi ses efforts de rationalisation des activités. Nous continuerons de mettre l'accent sur l'efficacité de nos activités et d'affecter en priorité nos ressources internes aux activités génératrices de produits.

Le renforcement de notre culture : À la suite de l'investissement important réalisé par la haute direction de Fiera Capital en 2024, nous lançons cette année le Régime d'achat d'actions offert aux employés. En plus de renforcer l'engagement de notre équipe à l'égard de nos objectifs communs, cette initiative nous permet d'harmoniser nos intérêts avec ceux de nos parties prenantes et d'enrichir ainsi une culture de réussite mutuelle et de responsabilisation. Nous sommes fiers de l'équipe de direction aguerrie qui dirige actuellement nos activités, dont l'expertise et l'enthousiasme sont essentiels à notre réussite. Cet important bassin de leaders, conjugué à nos initiatives stratégiques, témoigne de notre conviction d'avoir réuni la bonne équipe pour mettre le cap sur l'avenir. À mesure que nous continuons d'améliorer nos forces organisationnelles, nous continuons aussi de veiller à outiller adéquatement notre équipe de haute direction pour diriger Fiera Capital en fonction des défis et occasions changeants à venir.

Résultats financiers

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés du résultat net pour les trimestres clos les 31 décembre 2024 et 2023 et le 30 septembre 2024

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	D'un trimestre à l'autre POS/(NÉG) ²⁾	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	156 734	154 381	147 371	2 353	9 363
Honoraires de performance	13 592	5 857	42 185	7 735	(28 593)
Commissions d'engagement et frais de transaction	7 034	3 622	7 474	3 412	(440)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	1 761	1 691	8 717	70	(6 956)
Autres produits	4 890	6 160	5 225	(1 270)	(335)
Total des produits	184 011	171 711	210 972	12 300	(26 961)
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	140 133	123 383	135 825	(16 750)	(4 308)
Amortissements	11 921	11 736	13 406	(185)	1 485
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 816	1 422	3 100	(2 394)	(716)
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 036	11 733	11 710	(303)	(326)
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	7 596	389	(1 220)	(7 207)	(8 816)
Profit sur les placements, montant net	(115)	(448)	(124)	(333)	(9)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	320	(238)	106	(558)	(214)
Autres charges (produits)	713	1 230	(6 680)	517	(7 393)
Total des charges	176 420	149 207	156 123	(27 213)	(20 297)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	7 591	22 504	54 849	(14 913)	(47 258)
Charge d'impôt sur le résultat	4 733	6 444	11 985	1 711	7 252
Résultat net	2 858	16 060	42 864	(13 202)	(40 006)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	(192)	12 639	39 418	(12 831)	(39 610)
À la participation ne donnant pas le contrôle	3 050	3 421	3 446	(371)	(396)
Résultat net	2 858	16 060	42 864	(13 202)	(40 006)
PAR ACTION – DE BASE					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,50	0,48	0,73	0,02	(0,23)
Résultat net	(0,00)	0,12	0,37	(0,12)	(0,37)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,21	0,27	0,47	(0,06)	(0,26)
PAR ACTION – DILUÉ					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,50	0,42	0,56	0,08	(0,06)
Résultat net	(0,00)	0,11	0,30	(0,11)	(0,30)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,21	0,25	0,37	(0,04)	(0,16)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

Résultats financiers

Tableau 4 – États consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES EXERCICES CLOS LES		VARIATION
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾
Produits			
Honoraires de gestion	611 995	592 237	19 758
Honoraires de performance	24 778	50 311	(25 533)
Commissions d'engagement et frais de transaction	16 258	18 801	(2 543)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	12 428	11 120	1 308
Autres produits	23 164	14 177	8 987
Total des produits	688 623	686 646	1 977
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	514 324	493 147	(21 177)
Amortissements	49 102	53 935	4 833
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	14 871	16 069	1 198
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	47 903	46 003	(1 900)
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	12 994	1 005	(11 989)
Profit sur les placements, montant net	(772)	(835)	(63)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(1 717)	(2 936)	(1 219)
Profit à la vente de fonds	—	(5 139)	(5 139)
Autres charges (produits)	1 948	(501)	(2 449)
Total des charges	638 653	600 748	(37 905)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	49 970	85 898	(35 928)
Charge d'impôt sur le résultat	14 708	19 625	4 917
Résultat net	35 262	66 273	(31 011)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	24 987	58 452	(33 465)
À la participation ne donnant pas le contrôle	10 275	7 821	2 454
Résultat net	35 262	66 273	(31 011)
PAR ACTION – DE BASE			
BAIIA ajusté ¹⁾	1,83	1,98	(0,15)
Résultat net	0,23	0,56	(0,33)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,96	1,21	(0,25)
PAR ACTION – DILUÉ			
BAIIA ajusté ¹⁾	1,80	1,56	0,24
Résultat net	0,23	0,50	(0,27)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,94	1,00	(0,06)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats pour les stratégies sur les marchés publics ainsi que des nouvelles souscriptions, y compris les nouveaux capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés (« nouveaux mandats »), ii) du montant des mandats perdus (« mandats perdus »), iii) du montant des dépôts et des retraits des clients existants, y compris les remboursements de capital sur les marchés privés (« contributions nettes »), iv) des distributions de revenus sur les marchés privés (« distributions de revenus »), v) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les ASG libellés en monnaie étrangère (« marché ») et vi) des dépôts et des retraits d'actifs sous gestion découlant d'acquisitions et de cessions d'entreprises (« transactions stratégiques »). La « croissance interne nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus et des contributions nettes.

Les actifs sous gestion comprennent des « capitaux engagés non déployés », qui désignent les capitaux engagés par les investisseurs à l'égard des stratégies de placement sur les marchés privés de la Société n'ayant pas encore été déployés. Le capital engagé qui a été déployé n'a pas d'incidence sur le montant global des actifs sous gestion. Les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion de chacun des mois compris dans la période.

Les tableaux 5 à 10 ci-après présentent l'évolution des actifs sous gestion de la Société par plateforme de placement, réseau de distribution et région, principalement en fonction de l'emplacement des clients.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Tableau 5 – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 30 septembre 2024	76 484	58 335	11 196	146 015	14 584	1 765	3 107	19 456	165 471
Nouveaux mandats									
<i>Canada</i>	736	—	88	824	112	20	37	169	993
<i>États-Unis</i>	19	79	5	103	—	—	—	—	103
<i>EMOA</i>	—	—	—	—	148	—	—	148	148
<i>Asie</i>	—	—	—	—	3	—	—	3	3
	755	79	93	927	263	20	37	320	1 247
Mandats perdus									
<i>Canada</i>	(259)	(336)	(26)	(621)	(93)	(17)	(2)	(112)	(733)
<i>États-Unis</i>	(5)	(129)	—	(134)	(3)	—	(1)	(4)	(138)
<i>EMOA</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Asie</i>	—	—	—	—	(3)	—	—	(3)	(3)
	(264)	(465)	(26)	(755)	(99)	(17)	(3)	(119)	(874)
Contributions nettes									
<i>Canada</i>	(1 275)	179	(77)	(1 173)	(98)	(37)	(13)	(148)	(1 321)
<i>États-Unis</i>	(178)	(502)	(87)	(767)	(16)	—	—	(16)	(783)
<i>EMOA</i>	6	(213)	—	(207)	(26)	(1)	—	(27)	(234)
<i>Asie</i>	(92)	(28)	—	(120)	(3)	—	—	(3)	(123)
	(1 539)	(564)	(164)	(2 267)	(143)	(38)	(13)	(194)	(2 461)
Croissance interne nette									
<i>Canada</i>	(798)	(157)	(15)	(970)	(79)	(34)	22	(91)	(1 061)
<i>États-Unis</i>	(164)	(552)	(82)	(798)	(19)	—	(1)	(20)	(818)
<i>EMOA</i>	6	(213)	—	(207)	122	(1)	—	121	(86)
<i>Asie</i>	(92)	(28)	—	(120)	(3)	—	—	(3)	(123)
Total de la croissance interne nette	(1 048)	(950)	(97)	(2 095)	21	(35)	21	7	(2 088)
Distributions de revenus	—	—	—	—	(41)	(5)	(40)	(86)	(86)
Marché	612	2 463	400	3 475	274	65	—	339	3 814
ASG – 31 décembre 2024	76 048	59 848	11 499	147 395	14 838	1 790	3 088	19 716	167 111

Tableau 6 – Actifs sous gestion par région : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 septembre 2024	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	31 décembre 2024
Canada	111 367	993	(733)	(1 321)	(1 061)	(74)	1 661	111 893
États-Unis	36 481	103	(138)	(783)	(818)	(4)	1 752	37 411
EMOA	13 640	148	—	(234)	(86)	(7)	366	13 913
Asie	3 983	3	(3)	(123)	(123)	(1)	35	3 894
Total	165 471	1 247	(874)	(2 461)	(2 088)	(86)	3 814	167 111

Au 31 décembre 2024, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 167,1 milliards de dollars, comparativement à 165,5 milliards de dollars au 30 septembre 2024, soit une hausse de 1,6 milliard de dollars, ou 1,0 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à l'incidence favorable du marché de 3,8 milliards de dollars provenant principalement d'une conversion avantageuse des monnaies étrangères et de nouveaux mandats s'élevant à 1,2 milliard de dollars, facteurs contrebalancés en partie par des contributions nettes négatives de 2,5 milliards de dollars, principalement liées aux stratégies fondées sur des titres à revenu fixe et aux mandats de PineStone fondés sur des actions, ainsi que par des mandats perdus se chiffrant à 0,9 milliard de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont élevés à 166,6 milliards de dollars, comparativement à 163,8 milliards de dollars au 30 septembre 2024, soit une hausse de 2,8 milliards de dollars, ou 1,7 %.

Tableau 7 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 30 septembre 2024	54 946	38 259	8 228	101 433	21 538	20 076	2 968	44 582	146 015
Nouveaux mandats	738	79	90	907	17	—	3	20	927
Mandats perdus	(44)	(121)	(25)	(190)	(220)	(344)	(1)	(565)	(755)
Contributions nettes	(932)	(478)	(150)	(1 560)	(607)	(86)	(14)	(707)	(2 267)
Croissance interne nette	(238)	(520)	(85)	(843)	(810)	(430)	(12)	(1 252)	(2 095)
Marché	(990)	3 349	401	2 760	1 602	(886)	(1)	715	3 475
ASG – 31 décembre 2024	53 718	41 088	8 544	103 350	22 330	18 760	2 955	44 045	147 395

Marchés publics

Au 31 décembre 2024, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 147,4 milliards de dollars, comparativement à 146,0 milliards de dollars au 30 septembre 2024, ce qui représente une hausse de 1,4 milliard de dollars, ou 1,0 %. La hausse des actifs sous gestion est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 3,5 milliards de dollars provenant principalement d'une conversion avantageuse des monnaies étrangères et de nouveaux mandats s'élevant à 0,9 milliard de dollars. Les nouveaux mandats provenaient principalement du réseau de distribution Marchés institutionnels, et il s'agissait surtout de mandats fondés sur des actions mondiales et des actions de sociétés à forte capitalisation pour des clients au Canada. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par des contributions nettes négatives de 2,3 milliards de dollars et des mandats perdus de 0,8 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives comprenaient un montant 0,7 milliard de dollars lié aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, dans le cas de clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, les contributions nettes négatives de 1,6 milliard de dollars provenaient principalement de mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada et des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers aux États-Unis. Des mandats perdus de 0,6 milliard de dollars se rapportaient à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients au Canada, dont une tranche de 0,3 milliard de dollars qui, à notre connaissance, a été transférée directement à PineStone et était attribuable à un important client des Intermédiaires financiers. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, les mandats perdus provenaient principalement de mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada et aux États-Unis.

Marchés privés

Au 31 décembre 2024, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 19,7 milliards de dollars, comparativement à 19,5 milliards de dollars au 30 septembre 2024, ce qui représente une hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 1,0 %. La hausse des actifs sous gestion est principalement attribuable à de nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars et à l'incidence favorable du marché de 0,3 milliard de dollars. Les nouveaux mandats proviennent principalement du réseau de distribution Marchés institutionnels et sont surtout axés sur l'immobilier pour les clients de la région EMOA, en plus de divers mandats pour des clients au Canada. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des contributions nettes négatives de 0,2 milliard de dollars, attribuables aux remboursements du capital, et des mandats perdus de 0,1 milliard de dollars provenant principalement de mandats axés sur le crédit privé et l'immobilier pour des clients des réseaux de distribution Marchés institutionnels et Intermédiaires financiers au Canada.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les actifs sous gestion consolidés au 31 décembre 2024 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 0,9 milliard de dollars, contre 1,4 milliard de dollars au 30 septembre 2024.

Variations depuis le début de l'exercice

Tableau 8 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 31 décembre 2023	74 847	57 895	10 473	143 215	13 795	1 526	3 157	18 478	161 693
<i>Canada</i>	1 789	222	461	2 472	868	99	62	1 029	3 501
Nouveaux mandats	84	340	169	593	136	—	3	139	732
<i>États-Unis</i>	87	18	—	105	509	7	—	516	621
<i>EMOA</i>	—	—	—	—	5	—	—	5	5
<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1 960	580	630	3 170	1 518	106	65	1 689	4 859
<i>Canada</i>	(1 839)	(4 835)	(232)	(6 906)	(197)	(39)	(12)	(248)	(7 154)
Mandats perdus	(2 665)	(721)	(343)	(3 729)	(3)	—	(1)	(4)	(3 733)
<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	(40)	—	—	(40)	(40)
<i>EMOA</i>	—	—	—	—	(3)	—	—	(3)	(3)
<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(4 504)	(5 556)	(575)	(10 635)	(243)	(39)	(13)	(295)	(10 930)
<i>Canada</i>	(2 737)	(1 340)	(651)	(4 728)	(379)	26	(78)	(431)	(5 159)
Contributions nettes	(1 005)	(85)	(276)	(1 366)	(40)	—	—	(40)	(1 406)
<i>États-Unis</i>	227	(174)	—	53	(65)	(1)	—	(66)	(13)
<i>EMOA</i>	(98)	(220)	—	(318)	(14)	—	—	(14)	(332)
<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(3 613)	(1 819)	(927)	(6 359)	(498)	25	(78)	(551)	(6 910)
<i>Canada</i>	(2 787)	(5 953)	(422)	(9 162)	292	86	(28)	350	(8 812)
Croissance interne nette	(3 586)	(466)	(450)	(4 502)	93	—	2	95	(4 407)
<i>États-Unis</i>	314	(156)	—	158	404	6	—	410	568
<i>EMOA</i>	(98)	(220)	—	(318)	(12)	—	—	(12)	(330)
<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(6 157)	(6 795)	(872)	(13 824)	777	92	(26)	843	(12 981)
Total de la croissance interne nette	(6 157)	(6 795)	(872)	(13 824)	777	92	(26)	843	(12 981)
Distributions de revenus	—	—	—	—	(168)	(23)	(91)	(282)	(282)
Marché	7 358	8 748	1 898	18 004	434	195	48	677	18 681
ASG – 31 décembre 2024	76 048	59 848	11 499	147 395	14 838	1 790	3 088	19 716	167 111

Tableau 9 – Actifs sous gestion par région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	31 décembre 2023	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	31 décembre 2024
Canada	109 984	3 501	(7 154)	(5 159)	(8 812)	(232)	10 953	111 893
États-Unis	36 372	732	(3 733)	(1 406)	(4 407)	(16)	5 462	37 411
EMOA	11 726	621	(40)	(13)	568	(30)	1 649	13 913
Asie	3 611	5	(3)	(332)	(330)	(4)	617	3 894
Total	161 693	4 859	(10 930)	(6 910)	(12 981)	(282)	18 681	167 111

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Au 31 décembre 2024, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 167,1 milliards de dollars, comparativement à 161,7 milliards de dollars au 31 décembre 2023, soit une hausse de 5,4 milliards de dollars, ou 3,3 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à l'incidence favorable du marché de 18,7 milliards de dollars provenant principalement de mandats fondés sur des actions et d'une conversion avantageuse des monnaies étrangères, en plus de nouveaux mandats de 4,9 milliards de dollars. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par des mandats perdus se chiffrant à 10,9 milliards de dollars et des contributions nettes négatives de 6,9 milliards de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens s'élevaient à 166,6 milliards de dollars, comparativement à 158,4 milliards de dollars au 31 décembre 2023, soit une hausse de 8,2 milliards de dollars, ou 5,2 %.

Tableau 10 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 décembre 2023	52 470	37 625	7 889	97 984	22 377	20 270	2 584	45 231	143 215
Nouveaux mandats	1 928	578	612	3 118	32	2	18	52	3 170
Mandats perdus	(946)	(1 417)	(547)	(2 910)	(3 558)	(4 139)	(28)	(7 725)	(10 635)
Contributions nettes	(1 608)	(2 038)	(793)	(4 439)	(2 005)	219	(134)	(1 920)	(6 359)
Croissance interne nette	(626)	(2 877)	(728)	(4 231)	(5 531)	(3 918)	(144)	(9 593)	(13 824)
Marché	1 874	6 340	1 383	9 597	5 484	2 408	515	8 407	18 004
ASG – 31 décembre 2024	53 718	41 088	8 544	103 350	22 330	18 760	2 955	44 045	147 395

Marchés publics

Au 31 décembre 2024, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se chiffraient à 147,4 milliards de dollars, comparativement à 143,2 milliards de dollars au 31 décembre 2023, ce qui représente une hausse de 4,2 milliards de dollars, ou 2,9 %. La hausse des actifs sous gestion est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 18,0 milliards de dollars provenant principalement de mandats fondés sur des actions et d'une conversion avantageuse des monnaies étrangères, en plus de nouveaux mandats de 3,2 milliards de dollars. Les nouveaux mandats comprenaient un montant de 2,0 milliards de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement lié à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe et des actions mondiales pour des clients au Canada, un montant de 0,6 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement lié à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients aux États-Unis et à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe et sur des actions de sociétés à forte capitalisation pour des clients au Canada, ainsi qu'un montant de 0,6 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée, lié à divers mandats pour des clients au Canada et aux États-Unis. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par des mandats perdus se chiffrant à 10,6 milliards de dollars et des contributions nettes négatives de 6,4 milliards de dollars. Des mandats perdus de 7,7 milliards de dollars étaient des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis, dont une tranche de 7,5 milliards de dollars qui, à notre connaissance, a été transférée directement à PineStone et comprenait un montant de 3,7 milliards de dollars attribuable à un important client des Intermédiaires financiers. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, des mandats de 1,4 milliard de dollars ont été perdus au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers et des mandats de 0,9 milliard de dollars, principalement fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada, ont été perdus au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels. De plus, divers mandats s'élevant à 0,5 milliard de dollars, pour des clients au Canada et aux États-Unis, ont été perdus au sein du réseau de distribution Gestion privée. Les contributions nettes négatives proviennent surtout d'une sortie nette de 3,6 milliards de dollars du réseau de

distribution Marchés institutionnels, dont une tranche de 2,0 milliards de dollars est attribuable à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global, la tranche restante étant principalement attribuable à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada. De plus, il y a eu une sortie nette de 1,8 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement liée aux mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada, ainsi qu'une sortie nette de 0,9 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée, laquelle est liée à divers mandats, principalement pour des clients au Canada et aux États-Unis.

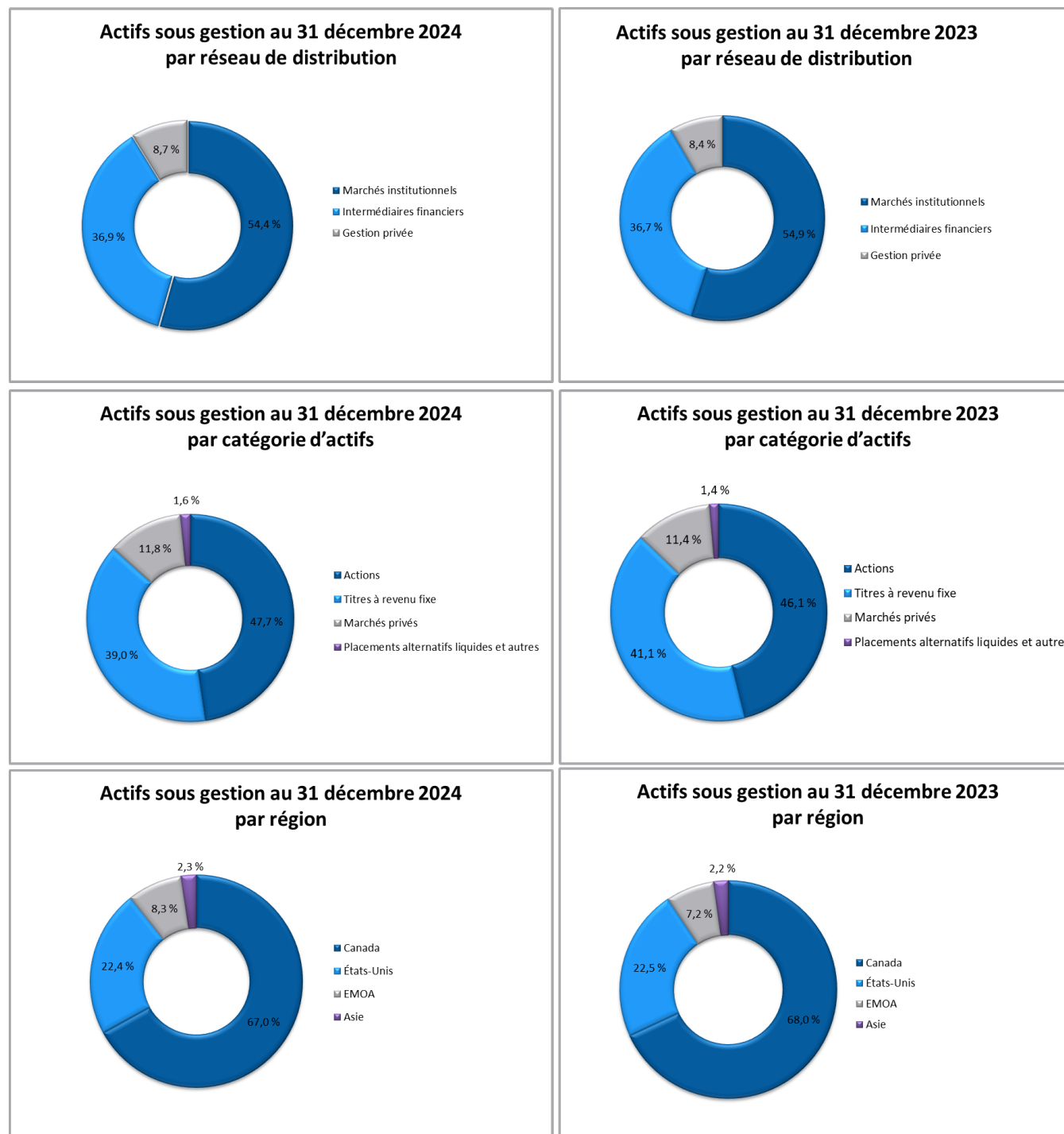
Marchés privés

Au 31 décembre 2024, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 19,7 milliards de dollars, contre 18,5 milliards de dollars au 31 décembre 2023, soit une hausse de 1,2 milliard de dollars, ou 6,5 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à de nouveaux mandats de 1,7 milliard de dollars et à l'incidence favorable du marché de 0,7 milliard de dollars. Les nouveaux mandats comprennent principalement un montant de 1,5 milliard de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels et sont surtout axés sur le crédit privé, l'agriculture et l'immobilier pour des clients au Canada, et sur l'immobilier et l'infrastructure pour des clients de la région EMOA. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par des contributions nettes négatives de 0,6 milliard de dollars, principalement attribuables à des remboursements de capital, par des mandats perdus de 0,3 milliard de dollars et par des distributions de revenus de 0,3 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives provenaient surtout du réseau de distribution Marchés institutionnels et étaient principalement liées aux mandats axés sur l'immobilier et sur le crédit privé pour des clients au Canada. Les mandats perdus provenaient surtout du réseau de distribution Marchés institutionnels et étaient surtout axés sur l'immobilier pour des clients au Canada.

Les actifs sous gestion consolidés au 31 décembre 2024 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 0,9 milliard de dollars, contre 1,0 milliard de dollars au 31 décembre 2023.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par réseau de distribution, par catégorie d'actifs et par région au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, respectivement.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) des commissions d'engagements et frais de transaction, iv) de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et v) des autres produits. La Société classe ses produits tirés des honoraires de gestion et des honoraires de performance dans deux plateformes de placement, à savoir celles liées aux plateformes de placement sur les marchés publics ou sur les marchés privés, et trois réseaux de distribution, à savoir Marchés institutionnels, Intermédiaires financiers et Gestion privée. Les produits sont ventilés par région principalement en fonction de l'emplacement des clients. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque réseau de distribution, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Les produits comprennent également les commissions d'engagement et frais de transaction liés aux stratégies de placements sur les marchés privés et la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres produits, qui ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région, se composent principalement des frais administratifs, des produits d'intérêts, des produits provenant de fonds, des frais de courtage et des honoraires de consultation dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou des pertes réalisés sur les contrats de change à terme.

Tableaux 11 – Produits trimestriels par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE								TOTAL
		31 décembre 2024								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	<i>Canada</i>	32 184	18 341	11 465	61 990	21 262	4 088	12 354	37 704	99 694
	<i>États-Unis</i>	12 896	16 586	2 345	31 827	3 848	—	19	3 867	35 694
	<i>EMOA</i>	3 125	7 042	—	10 167	6 422	393	—	6 815	16 982
	<i>Asie</i>	1 701	1 997	—	3 698	662	—	4	666	4 364
	Total	49 906	43 966	13 810	107 682	32 194	4 481	12 377	49 052	156 734
Honoraires de performance	<i>Canada</i>	1 148	—	—	1 148	3 830	324	1 400	5 554	6 702
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	172	—	20	192	192
	<i>EMOA</i>	—	4 373	—	4 373	1 873	44	342	2 259	6 632
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	2	—	64	66	66
	Total	1 148	4 373	—	5 521	5 877	368	1 826	8 071	13 592
Commissions d'engagement et frais de transaction	<i>Canada</i>	—	—	—	—	4 515	410	937	5 862	5 862
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	382	—	15	397	397
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	716	8	13	737	737
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	37	—	1	38	38
	Total	—	—	—	—	5 650	418	966	7 034	7 034
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	<i>Canada</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	—	—	—	1 761	1 761
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	1 761	1 761
Autres produits ²⁾	Total	—	—	—	2 841	—	—	—	1 888	4 890
Total des produits		51 054	48 339	13 810	116 044	43 721	5 267	15 169	67 806	184 011

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 161 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE								TOTAL
		30 septembre 2024								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	<i>Canada</i>	33 137	18 311	12 078	63 526	20 832	3 390	12 590	36 812	100 338
	<i>États-Unis</i>	12 957	16 086	1 963	31 006	3 733	—	18	3 751	34 757
	<i>EMOA</i>	3 227	6 932	—	10 159	5 920	376	—	6 296	16 455
	<i>Asie</i>	204	1 968	—	2 172	655	—	4	659	2 831
	Total	49 525	43 297	14 041	106 863	31 140	3 766	12 612	47 518	154 381
Honoraires de performance	<i>Canada</i>	340	—	—	340	1 855	417	781	3 053	3 393
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	907	—	8	915	915
	<i>EMOA</i>	—	522	—	522	819	208	—	1 027	1 549
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	340	522	—	862	3 581	625	789	4 995	5 857
Commissions d'engagement et frais de transaction	<i>Canada</i>	—	—	—	—	1 842	84	308	2 234	2 234
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	24	—	—	24	24
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	1 354	1	—	1 355	1 355
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	7	—	2	9	9
	Total	—	—	—	—	3 227	85	310	3 622	3 622
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	<i>Canada</i>								—	—
	<i>États-Unis</i>								—	—
	<i>EMOA</i>								1 691	1 691
	<i>Asie</i>								—	—
	Total								1 691	1 691
Autres produits ²⁾	Total				3 701				2 150	6 160
Total des produits		49 865	43 819	14 041	111 426	37 948	4 476	13 711	59 976	171 711

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 309 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE								TOTAL
		31 décembre 2023								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
Honoraires de gestion	Canada	30 006	18 317	11 663	59 986	19 922	3 276	13 324	36 522	96 508
	États-Unis	15 290	13 028	2 077	30 395	2 751	—	107	2 858	33 497
	EMOA	2 905	6 935	17	9 857	4 977	—	187	5 164	15 021
	Asie	138	1 815	—	1 953	622	—	14	636	2 345
	Total	48 339	40 095	13 757	102 191	28 272	3 276	13 632	45 180	147 371
Honoraires de performance	Canada	766	39	—	805	3 902	1 185	3 158	8 245	9 050
	États-Unis	—	—	—	—	303	—	15	318	318
	EMOA	—	25 926	—	25 926	1 290	10	434	1 734	27 660
	Asie	5 025	—	—	5 025	98	1	33	132	5 157
	Total	5 791	25 965	—	31 756	5 593	1 196	3 640	10 429	42 185
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	5 018	319	1 279	6 616	6 616
	États-Unis	—	—	—	—	61	—	2	63	63
	EMOA	—	—	—	—	455	7	277	739	739
	Asie	—	—	—	—	35	—	21	56	56
	Total	—	—	—	—	5 569	326	1 579	7 474	7 474
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	EMOA	—	—	—	—	—	—	—	8 717	8 717
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	8 717	8 717
Autres produits ²⁾	Total	—	—	—	2 359	—	—	—	2 246	5 225
Total des produits		54 130	66 060	13 757	136 306	39 434	4 798	18 851	74 046	210 972

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 620 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 12 – Total des produits par région : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023
Canada	115 359	109 312	115 108
États-Unis	36 490	35 710	34 518
EMOA	26 597	21 631	52 534
Asie	5 565	5 058	8 812
	184 011	171 711	210 972

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les produits consolidés se sont chiffrés à 184,0 millions de dollars, comparativement à 171,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 12,3 millions de dollars, ou 7,2 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 116,0 millions de dollars, comparativement à 111,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 4,6 millions de dollars, ou 4,1 %. Les produits tirés des stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 67,8 millions de dollars, comparativement à 60,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 7,8 millions de dollars, ou 13,0 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 156,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 154,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse de 2,3 millions de dollars, ou 1,5 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 107,7 millions de dollars, par rapport à 106,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse de 0,8 million de dollars, ou 0,7 %. La variation est principalement imputable à une hausse de 0,7 million de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, provenant principalement des clients aux États-Unis en raison de l'incidence favorable de la conversion des monnaies.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 49,1 millions de dollars, par rapport à 47,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse de 1,6 million de dollars, ou 3,4 %. La hausse provient principalement des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada pour des mandats axés sur l'agriculture et dans la région EMOA pour des mandats axés sur l'immobilier, et elle est en grande partie attribuable à l'appréciation du marché.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont chiffrés à 13,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 5,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse de 7,7 millions de dollars. Cette hausse comprenait l'augmentation des honoraires de performance liés aux marchés publics de 4,6 millions de dollars et l'augmentation des honoraires de performance liés aux marchés privés de 3,1 millions de dollars. L'augmentation liée aux marchés publics découle essentiellement des honoraires de performance qui se sont matérialisés grâce à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA, ainsi qu'à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada. L'augmentation liée aux marchés privés découle des honoraires de performance comptabilisés au titre du Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund et au sein de Fiera Real Estate UK au cours du trimestre considéré.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 3,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 3,4 millions de dollars. La hausse est imputable à l'augmentation des frais de transaction gagnés à l'égard des clients au Canada et aux États-Unis au cours du trimestre considéré, partiellement contrebalancée par la diminution des frais de transaction gagnés à l'égard des clients dans la région EMOA.

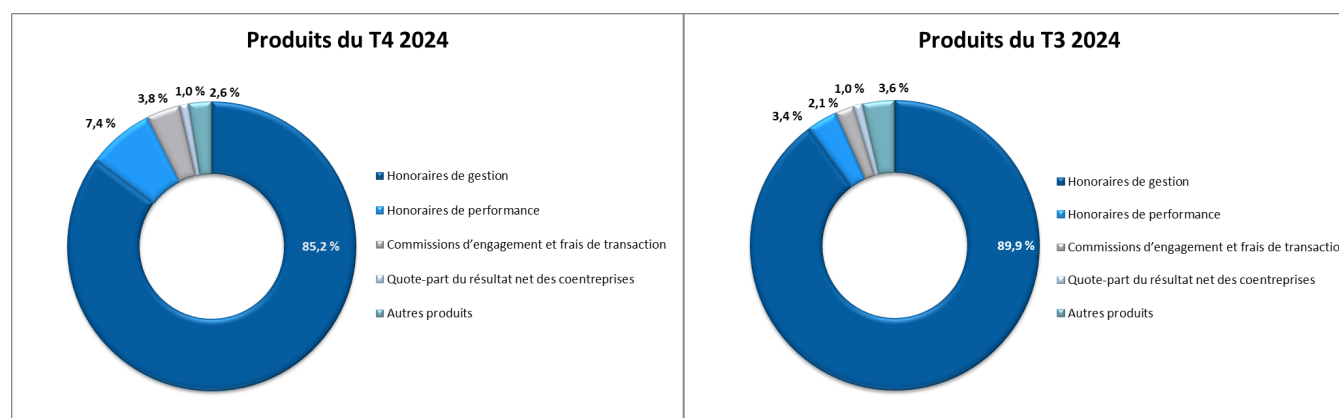
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 1,8 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, un résultat relativement stable par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2024. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 4,9 millions de dollars, comparativement à 6,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en baisse de 1,3 million de dollars, ou 21,0 %. Cette baisse est attribuable à une réclamation qui a été réglée au cours du trimestre considéré.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2024 et le 30 septembre 2024, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits consolidés se sont chiffrés à 184,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 211,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 27,0 millions de dollars, ou 12,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 116,0 millions de dollars, comparativement à 136,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, en baisse de 20,3 millions de dollars, ou 14,9 %. Les produits tirés des stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 67,8 millions de dollars, comparativement à 74,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, en baisse de 6,2 millions de dollars, ou 8,4 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 156,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 147,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, en hausse de 9,3 millions de dollars, ou 6,3 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 107,7 millions de dollars, comparativement à 102,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, soit une hausse de 5,5 millions de dollars, ou 5,4 %. La hausse des honoraires de gestion est principalement attribuable à une augmentation de 3,9 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, en raison principalement de la hausse des produits liés à des clients aux États-Unis découlant de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen attribuable à l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères. De plus, il y a eu une augmentation de 1,6 million de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement attribuable aux clients au Canada, en raison de l'incidence favorable du marché, et aux honoraires de gestion additionnels reçus de clients en Asie, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits liés à des clients aux États-Unis, principalement attribuable aux mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 49,1 millions de dollars, comparativement à 45,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, soit une hausse de 3,9 millions de dollars, ou 8,6 %. La hausse est principalement attribuable à une augmentation de 3,9 millions de dollars enregistrée au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement à l'égard des mandats axés sur l'agriculture, le crédit privé et l'immobilier pour les clients au Canada, dans la région EMOA et aux États-Unis, en raison de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen découlant essentiellement des nouvelles souscriptions.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont établis à 13,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 42,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 28,6 millions de dollars. Cette baisse comprend la diminution des honoraires de performance liés aux marchés publics de 26,3 millions de dollars et la diminution des honoraires de performance liés aux marchés privés de 2,3 millions de dollars. La diminution des honoraires de performance sur les marchés publics découle principalement de la diminution des honoraires de performance matérialisés relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA. La baisse des honoraires de performance sur les marchés privés découle de la diminution des honoraires de performance liés au Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox au cours du trimestre considéré en raison du calendrier de comptabilisation, et de la diminution des honoraires de performance comptabilisés au titre du Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, facteurs partiellement contrebalancés par les honoraires de performance comptabilisés au sein de Fiera Real Estate UK pour le trimestre considéré.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 7,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, soit une baisse de 0,5 million de dollars, ou 6,7 %. La baisse est essentiellement imputable à la diminution des frais de transaction gagnés à l'égard des clients au Canada au cours du trimestre considéré.

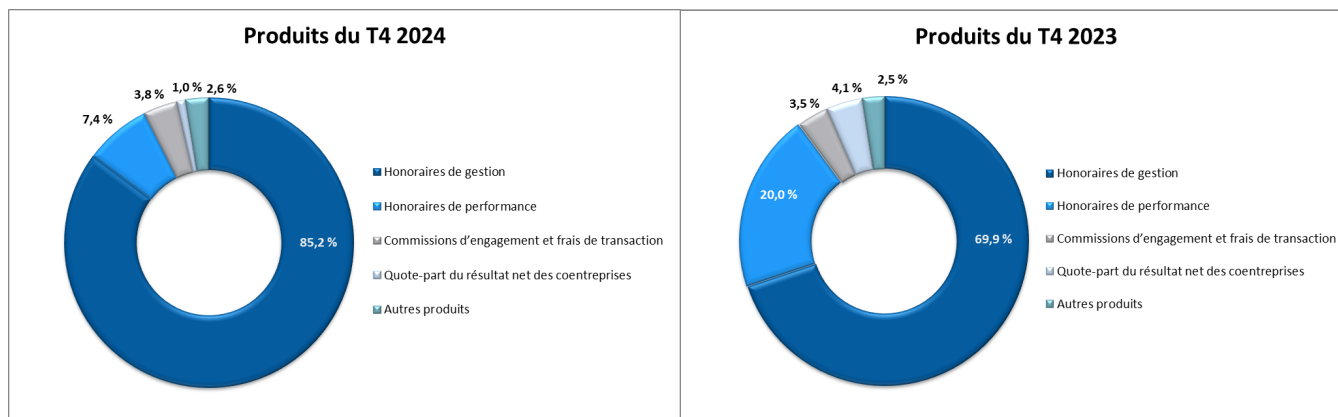
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 1,8 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 8,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 6,9 millions de dollars découlant du calendrier de réalisation. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 4,9 millions de dollars, comparativement à 5,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 0,3 million de dollars. Cette baisse découle essentiellement d'une augmentation des pertes réalisées sur les contrats de change à terme.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, respectivement.



Tableaux 13 – Produits depuis le début de l'exercice par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR L'EXERCICE CLOS LE								TOTAL
		31 décembre 2024								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	<i>Canada</i>	128 285	73 286	46 929	248 500	82 534	14 515	50 080	147 129	395 629
	<i>États-Unis</i>	54 165	63 934	8 351	126 450	14 380	—	93	14 473	140 923
	<i>EMOA</i>	12 182	26 824	—	39 006	22 138	1 496	—	23 634	62 640
	<i>Asie</i>	2 301	7 840	—	10 141	2 646	—	16	2 662	12 803
	Total	196 933	171 884	55 280	424 097	121 698	16 011	50 189	187 898	611 995
Honoraires de performance	<i>Canada</i>	1 488	—	—	1 488	8 077	1 044	2 675	11 796	13 284
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	1 243	—	38	1 281	1 281
	<i>EMOA</i>	—	6 472	—	6 472	2 838	293	343	3 474	9 946
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	159	—	108	267	267
	Total	1 488	6 472	—	7 960	12 317	1 337	3 164	16 818	24 778
Commissions d'engagement et frais de transaction	<i>Canada</i>	—	—	—	—	9 219	710	1 745	11 674	11 674
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	490	—	19	509	509
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	3 932	11	13	3 956	3 956
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	97	—	22	119	119
	Total	—	—	—	—	13 738	721	1 799	16 258	16 258
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	<i>Canada</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	—	—	—	12 428	12 428
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	12 428	12 428
Autres produits ²⁾	Total	—	—	—	13 905	—	—	—	7 660	23 164
Total des produits		198 421	178 356	55 280	445 962	147 753	18 069	55 152	241 062	688 623

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 1 599 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR L'EXERCICE CLOS LE								TOTAL
		31 décembre 2023								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
Honoraires de gestion	Canada	124 152	79 137	43 681	246 970	77 389	11 725	52 372	141 486	388 456
	États-Unis	68 667	50 543	8 341	127 551	11 298	—	612	11 910	139 705
	EMOA	11 098	25 017	55	36 170	17 682	—	367	18 049	54 219
	Asie	608	7 072	—	7 680	2 393	—	28	2 421	9 857
	Total	204 525	161 769	52 077	418 371	108 762	11 725	53 379	173 866	592 237
Honoraires de performance	Canada	785	642	—	1 427	7 452	1 641	4 483	13 576	15 003
	États-Unis	—	—	—	—	305	—	17	322	322
	EMOA	—	27 926	—	27 926	1 382	12	497	1 891	29 817
	Asie	5 025	—	—	5 025	105	1	38	144	5 169
	Total	5 810	28 568	—	34 378	9 244	1 654	5 035	15 933	50 311
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	12 449	933	2 897	16 279	16 279
	États-Unis	—	—	—	—	567	—	2	569	569
	EMOA	—	—	—	—	1 514	7	295	1 816	1 816
	Asie	—	—	—	—	115	—	22	137	137
	Total	—	—	—	—	14 645	940	3 216	18 801	18 801
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	EMOA	—	—	—	—	—	—	—	11 120	11 120
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	11 120	11 120
Autres produits ²⁾	Total	—	—	—	7 682	—	—	—	4 302	14 177
Total des produits		210 335	190 337	52 077	460 431	132 651	14 319	61 630	224 022	686 646

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 2 193 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 14 – Total des produits par région : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Canada	433 230	429 250
États-Unis	143 145	141 921
EMOA	91 437	98 939
Asie	20 811	16 536
	688 623	686 646

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les produits consolidés se sont élevés à 688,6 millions de dollars, contre 686,6 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 2,0 millions de dollars, ou 0,3 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 446,0 millions de dollars, comparativement à 460,4 millions de dollars pour l'exercice précédent, en baisse de 14,4 millions de dollars, ou 3,1 %. Les produits tirés des stratégies sur les marchés privés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 241,1 millions de dollars, comparativement à 224,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 17,1 millions de dollars, ou 7,6 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 612,0 millions de dollars, contre 592,2 millions de dollars pour l'exercice précédent, en hausse de 19,8 millions de dollars, ou 3,3 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 424,1 millions de dollars, par rapport à 418,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une hausse de 5,7 millions de dollars, ou 1,4 %. La hausse est principalement attribuable à une augmentation de 10,1 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, en raison de la hausse des produits liés à des clients aux États-Unis et dans la région EMOA découlant essentiellement de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen essentiellement attribuable à l'incidence favorable du marché et à la conversion avantageuse des monnaies étrangères, en partie contrebalancée par la baisse des produits liés à des clients au Canada, ce qui s'explique essentiellement par les mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus pour un important client des Intermédiaires financiers. De plus, il y a eu une augmentation de 3,2 millions de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée, essentiellement attribuable aux clients au Canada en raison principalement de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen attribuable à l'incidence favorable du marché. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une diminution de 7,6 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels principalement attribuable à des clients aux États-Unis en raison des mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, partiellement contrebalancée par l'augmentation des produits liés à des clients au Canada, en Asie et dans la région EMOA découlant de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen principalement attribuable à l'incidence favorable du marché.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrés à 187,9 millions de dollars, comparativement à 173,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une hausse de 14,0 millions de dollars, ou 8,1 %. La hausse est principalement attribuable à une augmentation de 12,9 millions de dollars enregistrée au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement à l'égard des stratégies liées à l'agriculture, à l'immobilier et aux solutions axées sur le crédit privé pour les clients au Canada, aux États-Unis et dans la région EMOA, en raison principalement de l'appréciation du marché et des nouvelles souscriptions.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont élevés à 24,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 50,3 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 25,5 millions de dollars, ou 50,7 %. Cette baisse découle de la diminution des honoraires de performance liés aux marchés publics de 26,4 millions de dollars, partiellement contrebalancée par l'augmentation des honoraires de performance liés aux marchés privés de 0,9 million de dollars. La diminution des honoraires de performance sur les marchés publics découle essentiellement de la diminution des honoraires de performance qui se sont matérialisés relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA. La hausse des honoraires de performance sur les marchés privés découle principalement de l'augmentation des honoraires de performance comptabilisés au titre du Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 16,3 millions de dollars, comparativement à 18,8 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 2,5 millions de dollars, ou 13,3 %. La baisse est principalement imputable à la diminution du volume de transactions à l'égard des clients au Canada, partiellement contrebalancée par l'augmentation des frais de transaction à l'égard des clients de la région EMOA.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est chiffrée à 12,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, contre 11,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, en hausse de 1,3 million de dollars, ou 11,7 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres revenus consolidés se sont chiffrés à 23,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, contre 14,2 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 9,0 millions de dollars, ou 63,4 %. L'augmentation est principalement attribuable à une certaine réclamation et à la hausse des produits tirés des frais administratifs pour la clientèle du groupe Gestion privée.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 140,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 123,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une augmentation de 16,7 millions de dollars, ou 13,5 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la rémunération variable, de la rémunération fondée sur des actions, dont un montant de 3,4 millions de dollars lié à l'accélération de l'acquisition des droits, et des honoraires de sous-conseiller associés aux produits tirés des honoraires de performance au cours du trimestre considéré.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 140,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 135,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 4,3 millions de dollars, ou 3,2 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération du personnel, dont une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,4 millions de dollars liée à l'accélération de l'acquisition des droits, partiellement contrebalancée par la baisse des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance plus élevés au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 514,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, contre 493,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 21,2 millions de dollars, ou 4,3 %. L'augmentation découle principalement de la hausse de la charge de rémunération du personnel, dont une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,4 millions de dollars liée à l'accélération de l'acquisition des droits, et des frais de déplacement et de marketing attribuables en grande partie à l'expansion en cours aux États-Unis, dans la région EMOA et en Asie, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance plus élevés au cours de l'exercice précédent.

Amortissements

Tableau 15 – Charge d'amortissement : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 332	8 187	8 761	145	(429)
Amortissement des immobilisations corporelles	952	961	1 159	(9)	(207)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 637	2 588	3 486	49	(849)
Total de la charge d'amortissement	11 921	11 736	13 406	185	(1 485)

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La charge d'amortissement pour le trimestre clos le décembre 2024 s'est établie à 11,9 millions de dollars, comparativement à 11,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une valeur essentiellement stable malgré une augmentation de 0,2 million de dollars, ou 1,7 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 11,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 13,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,5 million de dollars, ou 11,2 %. La baisse est principalement attribuable à la diminution de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'échéance de certains contrats de location, ainsi qu'à la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles découlant de l'amortissement accéléré au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à l'amortissement complet de certains contrats de gestion d'actifs.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Tableau 16 – Charge d'amortissement : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES EXERCICES CLOS LES		VARIATION D'un exercice à l'autre
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	
Amortissement des immobilisations incorporelles	33 406	35 404	(1 998)
Amortissement des immobilisations corporelles	4 056	4 617	(561)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	11 640	13 914	(2 274)
Total de la charge d'amortissement	49 102	53 935	(4 833)

La charge d'amortissement s'est établie à 49,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, contre 53,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 4,8 millions de dollars, ou 8,9 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'échéance de certains contrats de location au cours de l'exercice considéré et à la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles découlant de l'amortissement accéléré au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'amortissement complet de certains contrats de gestion d'actifs.

Intérêts sur la dette à long terme et les débetures

Tableau 17 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	10 255	10 021	9 961	234	294
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	(1 385)	(1 393)	(1 397)	8	12
Intérêts sur les débetures	3 166	3 105	3 146	61	20
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 036	11 733	11 710	303	326

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont établis à 12,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 11,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une augmentation de 0,3 million de dollars, ou 2,6 %. L'augmentation tient principalement à la baisse des produits d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et à l'augmentation de la charge d'intérêts sur la dette à long terme au cours du trimestre considéré. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la hausse des avantages découlant des swaps de devises croisées.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont établis à 12,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 11,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 0,3 million de dollars, ou 2,6 %. L'augmentation tient principalement à la baisse des produits d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et à l'augmentation de la charge d'intérêts sur la dette à long terme au cours de l'exercice considéré. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la hausse des avantages découlant des swaps de devises croisées.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Tableau 18 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES EXERCICES CLOS LES		VARIATION
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	40 776	36 805	3 971
Intérêts sur les (provenant des) swaps de taux d'intérêt et swaps de devises croisées	(5 392)	(4 220)	(1 172)
Intérêts sur les débetures	12 519	13 418	(899)
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures	47 903	46 003	1 900

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont établis à 47,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 46,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 1,9 million de dollars, ou 4,1 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'encours moyen de la dette, partiellement contrebalancée par la hausse des avantages découlant des swaps de devises croisées et par la baisse des intérêts sur les débentures au cours de l'exercice considéré découlant essentiellement de la baisse du principal restant dû.

Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières

Tableau 19 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	619	646	700	(27)	(81)
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	7 053	(364)	(2 247)	7 417	9 300
Autres intérêts et charges financières	(76)	107	327	(183)	(403)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	7 596	389	(1 220)	7 207	8 816

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 7,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 0,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse de 7,2 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan pour le trimestre considéré, essentiellement en raison des pertes latentes sur la dette libellée en dollars américains ainsi que les transactions intersociétés libellées en monnaie étrangère.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières correspondent à une charge de 7,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à un produit de 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une charge en hausse de 8,8 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan pour le trimestre considéré, essentiellement en raison des pertes latentes sur la dette libellée en dollars américains ainsi que les transactions intersociétés libellées en monnaie étrangère.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Tableau 20 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES EXERCICES CLOS LES		VARIATION
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	2 582	2 983	(401)
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	10 053	(3 676)	13 729
Autres intérêts et charges financières	359	1 698	(1 339)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	12 994	1 005	11 989

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont chiffrés à 13,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1,0 million de dollars pour l'exercice précédent, en hausse de 12,0 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan pour l'exercice considéré, essentiellement en raison des pertes latentes sur la dette libellée en dollars américains ainsi que les transactions intersociétés libellées en monnaie étrangère.

Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 3,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, soit une hausse de 2,4 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des autres coûts de restructuration.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 3,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, contre 3,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 0,7 million de dollars, ou 22,6 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des autres coûts de restructuration, partiellement contrebalancée par la diminution des indemnités de départ et la diminution des frais liés aux acquisitions.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 14,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, contre 16,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 1,2 million de dollars, ou 7,5 %. Cette baisse s'explique principalement par les indemnités de départ plus élevées pour l'exercice précédent dans le cadre des efforts continus de la Société en vue de rationaliser ses activités et par des frais liés aux acquisitions plus élevés pour l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par les coûts liés à la décentralisation de l'organisation et à la transition de la Société vers un modèle opérationnel axé sur la distribution régionale au cours de l'exercice considéré.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à une perte nette de 0,2 million de dollars, soit (0,00) \$ par action (de base et diluée), contre un résultat net correspondant à un bénéfice net de 12,6 millions de dollars, soit 0,12 \$ par action (de base) et 0,11 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, ce qui représente une diminution de 12,8 millions de dollars du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. La diminution du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 16,7 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives en raison de la hausse de la rémunération variable, de la hausse de la rémunération fondée sur des actions, dont un montant de 3,4 millions de dollars lié à l'accélération de l'acquisition des droits, ainsi que de la hausse des honoraires de sous-conseiller liés aux produits tirés des honoraires de performance;
- une augmentation de 7,2 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été compensés en partie par :

- une augmentation de 12,3 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la hausse des honoraires de performance sur les marchés publics et les marchés privés, ainsi qu'à la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à une perte nette de 0,2 million de dollars, soit (0,00) \$ par action (de base et diluée), contre un résultat net correspondant à un bénéfice net de 39,4 millions de dollars, soit 0,37 \$ par action (de base) et 0,30 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 39,6 millions de dollars du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. La diminution du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution des produits de 27,0 millions de dollars, principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance sur les marchés publics, à la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, facteurs contrebalancés en partie par une hausse des honoraires de gestion sur les marchés publics et privés;
- une augmentation de 8,8 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain;
- une augmentation de 7,4 millions de dollars des autres charges en raison principalement d'un recouvrement comptabilisé au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent et lié aux produits d'assurance et à la reprise d'une provision pour contrat déficitaire;
- une augmentation de 4,3 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la hausse de la charge de rémunération du personnel, dont une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,4 millions de dollars liée à l'accélération de l'acquisition des droits, partiellement contrebalancée par la baisse des honoraires de sous-conseiller en raison des honoraires de performance plus élevés gagnés au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été compensés en partie par :

- une diminution de 7,3 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison de la baisse du bénéfice imposable.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice net de 25,0 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice net de 58,5 millions de dollars, soit 0,56 \$ par action (de base) et 0,50 \$ par action (dilué), pour l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 33,5 millions de dollars, ou 57,3 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. La diminution du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 21,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la hausse de la charge de rémunération du personnel, dont une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,4 millions de dollars liée à l'accélération de l'acquisition des droits, ainsi que de l'augmentation des frais de déplacement et de marketing, partiellement contrebalancée par la baisse des honoraires de sous-conseiller en raison des honoraires de performance plus élevés gagnés au cours de l'exercice précédent;
- une augmentation de 12,0 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières découlant principalement des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain;
- un profit à la vente de fonds de 5,1 millions de dollars comptabilisé au cours de l'exercice précédent relativement à l'entente de distribution stratégique avec New York Life Investments; une augmentation de 2,4 M\$ des autres charges, principalement attribuable aux intérêts courus sur une provision pour réclamations et à la perte de crédit attendue comptabilisée au titre d'un contrat de garantie financière au cours de l'exercice considéré.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 4,9 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison de la baisse du bénéfice imposable;
- une diminution de 4,8 millions de dollars de la charge d'amortissement, principalement attribuable à la diminution de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de l'échéance de certains contrats de location au cours de l'exercice considéré et à la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles découlant de l'amortissement accéléré au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'amortissement complet de certains contrats de gestion d'actifs;
- une augmentation de 2,0 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la hausse des honoraires de gestion sur les marchés publics et privés, à la hausse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ainsi qu'à la hausse des autres produits, partiellement contrebalancées par la baisse des honoraires de performance sur les marchés publics et la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et nous n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

Nous définissons le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (le « BAIIA »). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la perte (du profit) sur les placements, des autres charges (produits), du profit à la vente de fonds et des charges de rémunération fondée sur des actions.

Le **BAIIA ajusté par action (de base)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **BAIIA ajusté par action (dilué)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le BAIIA ajusté par action de base et le BAIIA ajusté par action dilués sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilués calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action (de base et dilués) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance de nos activités de base et les tendances du secteur d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus, que nous ne considérons pas comme représentatifs de la performance de nos activités de base courante. La direction utilise également ces mesures clés de la performance pour établir les budgets et les prévisions internes, pour évaluer les programmes de rémunération de la direction, pour lesquels ces mesures constituent des facteurs importants, pour évaluer les acquisitions éventuelles et pour comparer les résultats des activités de base de la période considérée avec ceux des périodes historiques correspondantes et avec la performance des activités de base d'autres sociétés de notre secteur. La Société considère que ses activités de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme la

restructuration et les acquisitions et les autres charges (produits) ne sont pas considérés comme des coûts de base. La charge d'amortissement et les variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat connexes sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie. La charge de rémunération fondée sur des actions est également exclue, puisqu'elle entraîne une volatilité découlant de l'évaluation du cours de l'action de la Société, qu'elle n'est pas directement liée à la performance des activités de base, qu'elle peut être réglée en actions et qu'elle est par conséquent sans effet sur la trésorerie dans certains cas. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Nous définissons la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le **résultat net ajusté** est le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la charge d'amortissement, de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts après impôt, de la désactualisation après impôt et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débetures après impôt, du profit à la vente de fonds après impôt, ainsi que des autres charges (produits) après impôt.

Le **résultat net ajusté par action (de base)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **résultat net ajusté par action (dilué)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le résultat net ajusté par action de base et le résultat net ajusté par action dilués sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilués calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilués) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Les **flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois** correspondent aux douze derniers mois de trésorerie disponible aux fins de distribution aux actionnaires ou de réinvestissement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois comme étant les entrées ou sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ajustées pour comprendre : la trésorerie versée aux fins du règlement d'obligations au titre du prix d'achat; le produit tiré du billet à ordre; les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées (déduction faite des investissements); les dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle; les paiements de location; et l'intérêt versé sur la dette à long terme et les débetures. Les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois excluent les frais liés aux acquisitions et autres coûts et les autres coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois sont présentés pour les douze derniers mois consécutifs, étant donné qu'une mesure calculée en fonction des douze derniers mois réduit l'incidence de la fluctuation du fonds de roulement en raison du moment où le calcul est effectué au cours de l'exercice. Les **flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois** par action sont calculés comme les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période.

Mesures non conformes aux IFRS

Nous estimons que les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois et les flux de trésorerie disponibles par action des douze derniers mois sont des mesures utiles, car elles offrent des renseignements additionnels sur la trésorerie disponible que la Société pourrait affecter au remboursement du capital aux actionnaires, au déploiement du capital à des fins de réinvestissement dans l'entreprise ou à une réduction de l'endettement.

La **dette nette** correspond à la valeur comptable de la dette à long terme et des débentures, majorée de la juste valeur des swaps de devises croisées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telle qu'elle est présentée dans l'état de la situation financière des états financiers consolidés.

Nous définissons le ratio de la dette nette comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois.

La **dette nette et le ratio** de la dette nette sont couramment utilisés pour évaluer le levier financier. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de mesures utiles, car elles permettent de mieux comprendre la capacité de la Société à respecter ses obligations financières courantes.

Les tableaux 30, 31, 32 et 33 présentent un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

Mesures non conformes aux IFRS

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action de la Société.

Tableau 21 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net	2 858	16 060	42 864	35 262	66 273
Charge d'impôt sur le résultat	4 733	6 444	11 985	14 708	19 625
Amortissements	11 921	11 736	13 406	49 102	53 935
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 036	11 733	11 710	47 903	46 003
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	7 596	389	(1 220)	12 994	1 005
BAIIA	39 144	46 362	78 745	159 969	186 841
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 816	1 422	3 100	14 871	16 069
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	320	(238)	106	(1 717)	(2 936)
Rémunération fondée sur des actions	9 522	3 357	2 474	21 465	12 355
Profit sur les placements, montant net	(115)	(448)	(124)	(772)	(835)
Profit à la vente de fonds	—	—	—	—	(5 139)
Autres charges (produits)	713	1 230	(6 680)	1 948	(501)
BAIIA ajusté	53 400	51 685	77 621	195 764	205 854
Marge du BAIIA ajusté	29,0 %	30,1 %	36,8 %	28,4 %	30,0 %
Par action (de base)	0,50	0,48	0,73	1,83	1,98
Par action (dilué)	0,50	0,42	0,56	1,80	1,56
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	107 609	107 583	106 116	107 060	104 020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	107 609	122 513	139 543	108 899	131 783

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, le BAIIA ajusté s'est établi à 53,4 millions de dollars, soit 0,50 \$ par action (de base et dilué), contre 51,7 millions de dollars, soit 0,48 \$ par action (de base) et 0,42 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, en hausse de 1,7 million de dollars, ou 3,3 %. La hausse du BAIIA ajusté est attribuable à l'augmentation des produits de 12,3 millions de dollars découlant surtout de la hausse des honoraires de performance pour les stratégies sur les marchés publics et les marchés privés, et de la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction pour les stratégies sur les marchés privés. L'augmentation des produits a été partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions de 10,6 millions de dollars, découlant principalement de la hausse de la rémunération variable et des honoraires de sous-conseiller liés aux honoraires de performance pour le trimestre considéré.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, le BAIIA ajusté s'est établi à 53,4 millions de dollars, soit 0,50 \$ par action (de base et dilué), contre 77,6 millions de dollars, soit 0,73 \$ par action (de base) et 0,56 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 24,2 millions de dollars, ou 31,2 %. La diminution du BAIIA ajusté est attribuable à la baisse des produits de 27,0 millions de dollars découlant surtout de la baisse des honoraires de performance, principalement dans la région EMOA, et de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des honoraires de gestion liés aux marchés publics et aux marchés privés. La diminution des produits a été contrebalancée en partie par la baisse de 2,7 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, essentiellement en raison de la baisse des honoraires de sous-conseiller, partiellement contrebalancée par une hausse de la charge de rémunération du personnel.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le BAIIA ajusté s'est établi à 195,8 millions de dollars, soit 1,83 \$ par action (de base) et 1,80 \$ par action (dilué), contre 205,9 millions de dollars, soit 1,98 \$ par action (de base) et 1,56 \$ par action (dilué), pour l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 10,1 millions de dollars, ou 4,9 %. La diminution du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la hausse de 12,1 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, découlant principalement de l'augmentation de la rémunération et des frais de déplacement et de marketing, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des honoraires de sous-conseiller. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, a été contrebalancée en partie par l'augmentation de 2,0 millions de dollars des produits, principalement en raison de la hausse des honoraires de gestion et des autres produits, contrebalancée en partie par la baisse des honoraires de performance sur les marchés publics, principalement dans la région EMOA.

Mesures non conformes aux IFRS

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société.

Tableau 22 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 décembre 2024	30 septembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(192)	12 639	39 418	24 987	58 452
Amortissements	11 921	11 736	13 406	49 102	53 935
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 816	1 422	3 100	14 871	16 069
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures	599	(20)	364	(746)	(1 916)
Rémunération fondée sur des actions	9 522	3 357	2 474	21 465	12 355
Profit à la vente de fonds	—	—	—	—	(5 139)
Autres charges (produits)	713	1 230	(6 680)	1 948	(501)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(3 530)	(1 455)	(1 919)	(8 908)	(7 189)
Résultat net ajusté	22 849	28 909	50 163	102 719	126 066
Par action (de base)					
Résultat net	(0,00)	0,12	0,37	0,23	0,56
Résultat net ajusté	0,21	0,27	0,47	0,96	1,21
Par action (dilué)					
Résultat net	(0,00)	0,11	0,30	0,23	0,50
Résultat net ajusté	0,21	0,25	0,37	0,94	1,00
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	107 609	107 583	106 116	107 060	104 020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	107 609	122 513	139 543	108 899	131 783

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 22,8 millions de dollars, soit 0,21 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 28,9 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action (de base) et 0,25 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2024, ce qui représente une baisse de 6,1 millions de dollars, ou 21,1 %. La baisse est attribuable à l'augmentation de 10,6 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et à l'augmentation de 7,2 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain. Ces diminutions du résultat net ont été partiellement contrebalancées par la hausse de 12,3 millions de dollars des produits.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 22,8 millions de dollars, soit 0,21 \$ par action (de base et dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 50,2 millions de dollars, soit 0,47 \$ par action (de base) et 0,37 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 27,4 millions de dollars, ou 54,6 %. La baisse est attribuable à la diminution de 27,0 millions de dollars des produits, et à l'augmentation de 8,8 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain. Ces diminutions du résultat net ont été partiellement contrebalancées par la diminution de 5,7 millions de dollars de l'impôt sur le résultat et la diminution des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions de 2,7 millions de dollars .

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Le résultat net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 102,7 millions de dollars, soit 0,96 \$ par action (de base) et 0,94 \$ par action (dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 126,1 millions de dollars, soit 1,21 \$ par action (de base) et 1,00 \$ par action (dilué), pour l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 23,4 millions de dollars, ou 18,6 %. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation de 12,1 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et à l'augmentation de 12,0 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change attribuables à l'appréciation du dollar américain. Ces diminutions du résultat net ont été partiellement contrebalancées par la diminution de 3,2 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à mesure qu'ils viennent à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Situation de trésorerie et sources de financement

Tableau 23 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	VARIATION	31 décembre 2024	31 décembre 2023	VARIATION
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	47 487	70 265	(22 778)	167 935	186 382	(18 447)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	4 464	(12 666)	17 130	(33 931)	(48 415)	14 484
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	51 951	57 599	(5 648)	134 004	137 967	(3 963)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(695)	(1 920)	1 225	9 389	3 287	6 102
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(45 890)	(31 684)	(14 206)	(175 226)	(137 298)	(37 928)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 366	23 995	(18 629)	(31 833)	3 956	(35 789)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	86	(649)	735	1 584	(550)	2 134
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	29 904	42 259	(12 355)	65 605	62 199	3 406
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	35 356	65 605	(30 249)	35 356	65 605	(30 249)
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ¹⁾	87 417	89 212	(1 795)	87 417	89 212	(1 795)

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 52,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 57,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 5,6 millions de dollars, ou 9,7 %. La baisse au cours du trimestre considéré est attribuable à la diminution des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 22,8 millions de dollars, partiellement contrebalancée par la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 17,2 millions de dollars. La diminution des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement s'explique principalement par la baisse des honoraires de performance au cours du trimestre considéré. L'incidence positive de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement est principalement attribuable au calendrier des débiteurs, qui s'explique aussi par la baisse des honoraires de performance.

Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 0,7 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1,9 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse des sorties de trésorerie de 1,2 million de dollars, ou 63,2 %. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution de 3,2 millions de dollars de la trésorerie affectée aux placements, partiellement contrebalancée par une hausse de 2,2 millions de dollars des participations dans des coentreprises et des entreprises associées au cours du trimestre considéré.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 45,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 31,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse des sorties de trésorerie de 14,2 millions de dollars, ou 44,8 %. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de 15,4 millions de dollars des montants en trésorerie remboursés sur la facilité.

Flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois se sont chiffrés à 87,4 millions de dollars, contre 89,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 1,8 million de dollars, ou 2,0 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de 18,5 millions de dollars des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement, découlant essentiellement de la baisse des honoraires de performance et de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, en partie contrebalancées par la hausse des honoraires de gestion. En outre, les intérêts payés sur la dette à long terme et les débetures ont augmenté de 7,6 millions de dollars. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 14,5 millions de dollars, qui s'explique principalement par la baisse des débiteurs découlant de la baisse des honoraires de performance et par le calendrier des charges payées d'avance, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des primes et de l'impôt sur le résultat payé. Par ailleurs, les distributions reçues des coentreprises, déduction faite des investissements, ont augmenté de 4,0 millions de dollars, les dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle ont diminué de 2,9 millions de dollars et les autres coûts de restructuration et frais liés aux acquisitions ont augmenté de 2,3 millions de dollars.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2024 et du cumul annuel au 31 décembre 2023

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont établies à 134,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, en baisse de 4,0 millions de dollars, ou 2,9 %, comparativement à 138,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. La diminution découle surtout de la baisse de 18,5 millions de dollars des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement, qui s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance et la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancées par l'augmentation des honoraires de gestion. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 14,5 millions de dollars, qui s'explique principalement par la baisse des débiteurs découlant de la baisse des honoraires de performance et par le calendrier des charges payées d'avance, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des primes et de l'impôt sur le résultat payé.

Entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 9,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à des entrées de trésorerie de 3,3 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 6,1 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de 9,0 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées et à la diminution de 4,8 millions de dollars de la trésorerie affectée aux placements. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par l'augmentation de 5,0 millions de dollars de la trésorerie affectée aux participations dans des coentreprises et entreprises associées, par la hausse de 0,9 million de dollars de la trésorerie affectée au règlement des obligations au titre du prix d'achat, ainsi que par la diminution de 0,8 million de dollars de la variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie soumis à des restrictions.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 175,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 137,3 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse des sorties de trésorerie de 37,9 millions de dollars, ou 27,6 %. La hausse est principalement attribuable à la diminution de 65,0 millions de dollars des montants en trésorerie prélevés sur la facilité, à l'émission de débentures hybrides pour un produit de 64,1 millions de dollars au cours de l'exercice précédent, à un montant de 8,9 millions de dollars versé aux autorités fiscales au nom des employés au moment du règlement d'actions en titre de capitaux propres dans le cadre de régimes de rémunération fondée sur des actions au cours de l'exercice considéré, à une hausse de 7,6 millions de dollars des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures, ainsi qu'à des sorties de trésorerie liées au rachat et à l'annulation d'actions pour un montant de 6,1 millions de dollars au cours de l'exercice considéré. Ces hausses des sorties de trésorerie ont été contrebalancées en partie par l'émission de débentures hybrides pour un produit de 110,0 millions de dollars au cours de l'exercice précédent.

Composantes du total de la dette

Tableau 24 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Facilité de crédit renouvelable	536 292	491 862
Charges de financement différées	(1 845)	(940)
Partie non courante	534 447	490 922

Facilité de crédit

Le 20 avril 2022, la Société a conclu la septième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 700,0 millions de dollars (la « facilité ») pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

En décembre 2024, la date d'échéance de la facilité a été reportée du 20 avril 2026 au 20 décembre 2028. Chaque année, il est possible de demander une prorogation de un an de la facilité, mais celle-ci ne peut être prorogée au-delà de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la prorogation. La Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité pouvant aller jusqu'à 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs.

La facilité porte intérêt à taux variable en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée. Les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel canadien, sur le taux composé quotidien ajusté ou taux CORRA à terme, sur le taux de base des États-Unis ou sur le SOFR à terme ajusté qui, dans tous les cas, est majoré d'un écart établi en fonction du ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit.

Au 31 décembre 2024, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 536,3 millions de dollars (31 décembre 2023 – 491,9 millions de dollars) et avait été prélevé entièrement en dollars américains, soit 372,9 millions de dollars américains (31 décembre 2023 – 487,5 millions de dollars prélevés en dollars américains, soit 369,7 millions de dollars américains, et 4,4 millions de dollars prélevés en dollars canadiens). Sur les 372,9 millions de dollars américains prélevés sur la facilité, une somme de 268,9 millions de dollars américains est couverte par des swaps de devises croisées.

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit.

Tableau 25 – Débentures (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Débeture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027	99 618	99 480
Débetures hybrides à 8,25 % échéant le 31 décembre 2026	65 321	64 488
Partie non courante	164 939	163 968

Situation de trésorerie et sources de financement

Débeture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027

Le 23 juin 2022, la Société a conclu un placement privé visant une débeture hybride subordonnée non garantie de premier rang échéant le 30 juin 2027, pour un montant en capital de 100,0 millions de dollars (la « débeture hybride à 6,0 % »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ. La débeture hybride à 6,0 % porte intérêt à un taux de 6,0 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 31 décembre 2022.

Débetures hybrides à 8,25 % échéant le 31 décembre 2026

Le 29 juin 2023, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 31 décembre 2026 (les « débetures hybrides à 8,25 % ») pour un montant en capital de 65,0 millions de dollars au pair. Les débetures hybrides à 8,25 % portent intérêt à un taux de 8,25 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2023.

Le 28 juillet 2023, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 2,25 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Tableau 26 – Obligations locatives courantes et non courantes (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Partie courante des obligations locatives	13 712	13 061
Partie non courante des obligations locatives	55 413	64 593
Total des obligations locatives	69 125	77 654

Obligations locatives

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive, mais les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt. La diminution du total des obligations locatives est principalement attribuable aux paiements de loyers, déduction faite des intérêts.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées, de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur.

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. Se reporter aux états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 pour en savoir davantage sur les couvertures de flux de trésorerie.

Situation de trésorerie et sources de financement

Capital social

Tableau 27 – Le tableau qui suit présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation (en milliers de dollars, sauf les montants par action).

	Actions de catégorie A		Actions de catégorie B		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 31 décembre 2023	85 694 246	798 469	19 412 401	30 891	105 106 647	829 360
Émission d'actions						
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	1 378 829	9 958	—	—	1 378 829	9 958
Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées	2 025 849	12 242	—	—	2 025 849	12 242
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes	71 896	660	—	—	71 896	660
Rachat et annulation d'actions	(770 866)	(7 149)	—	—	(770 866)	(7 149)
Au 31 décembre 2024	88 399 954	814 180	19 412 401	30 891	107 812 355	845 071
Au 31 décembre 2022	83 228 078	782 989	19 412 401	30 891	102 640 479	813 880
Émission d'actions						
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	2 077 429	13 233	—	—	2 077 429	13 233
Unités d'actions liées au rendement et unités d'actions assujetties à des restrictions réglées	113 739	529	—	—	113 739	529
Options sur actions exercées	275 000	1 718	—	—	275 000	1 718
Au 31 décembre 2023	85 694 246	798 469	19 412 401	30 891	105 106 647	829 360

Rachat et annulation d'actions

Le 7 août 2024, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A, soit environ 4,6 % de ses actions de catégorie A émises et en circulation au 2 août 2024, sur une période de douze mois débutant le 16 août 2024 et se terminant au plus tard le 15 août 2025 (l'« offre publique de rachat renouvelée »).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a racheté et annulé 770 866 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (l'« offre publique de rachat ») alors en vigueur, pour une contrepartie totale de 6,1 millions de dollars (2023 – néant), soit 510 866 actions de catégorie A rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ayant pris fin le 15 août 2024 pour une contrepartie totale de 4,1 millions de dollars, et 260 000 actions de catégorie A rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée pour une contrepartie totale de 2,1 millions de dollars.

Situation de trésorerie et sources de financement

Dividendes

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a déclaré des dividendes totalisant 91,8 millions de dollars (0,86 \$ par action) (2023 – 89,5 millions de dollars [0,86 \$ par action]) sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B »).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, 276 877 actions de catégorie A (2023 – 428 654) ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de 2,1 millions de dollars (2023 – 2,7 millions de dollars) en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. De plus, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, 71 896 actions de catégorie A ont été émises lors d'un réinvestissement des dividendes de 0,7 million de dollars aux termes du régime de réinvestissement des dividendes.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. La Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal, calculé conformément au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, sur une base non consolidée. Aux 31 décembre 2024 et 2023, elle se conformait à ces exigences. La Société se conformait également aux clauses restrictives liées à l'endettement auxquelles elle était assujettie aux termes de la facilité.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, racheter et annuler des actions aux termes de l'offre publique de rachat, procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, ou émettre des actions pour satisfaire aux obligations de paiement au titre de la débenture hybride à 6,0 % et des débentures hybrides à 8,25 %.

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2024, la Société avait les obligations contractuelles suivantes :

Tableau 28 – Obligations contractuelles (en milliers de dollars)

	Valeur comptable	Total	2025	2026	2027	2028	2029	Par la suite
Dette à long terme	536 292	536 292	—	—	—	536 292	—	—
Débentures	164 939	167 250	—	67 250	100 000	—	—	—
Obligations locatives	69 125	80 032	15 898	11 062	9 168	8 404	6 652	28 848
Licences, services logiciels et autres	s.o.	55 776	25 846	12 258	5 073	4 045	4 244	4 310
Obligations totales	770 356	839 350	41 744	90 570	114 241	548 741	10 896	33 158

Passifs éventuels et provisions pour réclamations

Compte tenu de la nature des activités de la Société, cette dernière peut être partie et éventuellement assujettie à des réclamations, des poursuites ainsi que des enquêtes d'ordre juridique, réglementaire et fiscal. Comme il existe un certain nombre d'incertitudes concernant ces sujets, individuellement ou collectivement, il est actuellement impossible de prévoir avec certitude l'issue définitive qui en résultera. La direction estime que la défense ou la résolution de ces sujets, pris individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La direction évalue régulièrement si les charges à payer ou les provisions constituées à l'égard de ces sujets sont adéquates. La Société souscrit des polices d'assurance susceptibles de fournir une protection contre ces réclamations.

D'après l'information récente concernant certaines réclamations, la Société a comptabilisé une provision additionnelle de 0,7 million de dollars à l'égard de ces réclamations pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société avait comptabilisé un produit d'assurance de 4,4 millions de dollars déduction faite d'une provision de 3,7 millions de dollars, ce qui avait donné lieu à une reprise nette de 0,7 million de dollars. Ces ajustements sont présentés au poste Autres charges (produits) des états consolidés du résultat net. Au 31 décembre 2024, le total du passif relatif à ces sujets se chiffrait à 9,3 millions de dollars (8,6 millions de dollars au 31 décembre 2023).

Sommaire des résultats trimestriels

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net et le résultat net ajusté de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres clos de la Société, ainsi que pour la période correspondant aux douze derniers mois close le 31 décembre 2024.

Tableau 29 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et sauf les données par action)

	12 derniers mois ¹⁾	T4 31 déc. 2024	T3 30 sept. 2024	T2 30 juin 2024	T1 31 mars 2024	T4 31 déc. 2023	T3 30 sept. 2023	T2 30 juin 2023	T1 31 mars 2023
ASG ²⁾	164 152	167 111	165 471	158 862	165 165	161 693	155 317	164 197	164 672
Total des produits	688 623	184 011	171 711	164 786	168 115	210 972	158 740	159 843	157 091
BAIIA ajusté ³⁾	195 764	53 400	51 685	45 284	45 395	77 621	43 942	45 468	38 823
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	28,4 %	29,0 %	30,1 %	27,5 %	27,0 %	36,8 %	27,7 %	28,4 %	24,7 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	24 987	(192)	12 639	4 895	7 645	39 418	11 067	10 484	(2 517)
Résultat net ajusté ³⁾	102 719	22 849	28 909	24 872	26 089	50 163	23 651	28 708	23 544
PAR ACTION – DE BASE ⁴⁾									
BAIIA ajusté ³⁾	1,83	0,50	0,48	0,42	0,43	0,73	0,41	0,44	0,38
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,23	(0,00)	0,12	0,05	0,07	0,37	0,10	0,10	(0,02)
Résultat net ajusté ³⁾	0,96	0,21	0,27	0,23	0,25	0,47	0,22	0,28	0,23
PAR ACTION – DILUÉ ⁴⁾									
BAIIA ajusté ³⁾	1,80	0,50	0,42	0,42	0,42	0,56	0,31	0,37	0,38
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,23	(0,00)	0,11	0,04	0,07	0,30	0,09	0,09	(0,02)
Résultat net ajusté ³⁾	0,94	0,21	0,25	0,23	0,24	0,37	0,18	0,24	0,23

¹⁾ Certains sous-totaux peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion des douze derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture pour les quatre derniers trimestres.

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

⁴⁾ Les montants par action des douze derniers mois sont fondés sur le résultat net annuel et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 30 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
Résultat net	2 858	16 060	6 578	9 766	42 864	12 236	11 921	(748)
Charge d'impôt sur le résultat	4 733	6 444	2 531	1 000	11 985	2 353	5 140	147
Amortissements	11 921	11 736	12 603	12 842	13 406	13 381	13 435	13 713
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	12 036	11 733	12 431	11 703	11 710	12 485	11 215	10 593
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	7 596	389	2 087	2 922	(1 220)	3 805	(2 370)	790
BAIIA	39 144	46 362	36 230	38 233	78 745	44 260	39 341	24 495
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 816	1 422	5 140	4 493	3 100	1 511	3 448	8 010
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	320	(238)	(680)	(1 119)	106	(537)	(2 024)	(481)
Rémunération fondée sur des actions	9 522	3 357	4 813	3 773	2 474	3 423	3 951	2 507
Profit sur les placements, montant net	(115)	(448)	(222)	13	(124)	419	157	(1 287)
Profit à la vente de fonds	—	—	—	—	—	(5 139)	—	—
Autres charges (produits)	713	1 230	3	2	(6 680)	5	595	5 579
BAIIA ajusté	53 400	51 685	45 284	45 395	77 621	43 942	45 468	38 823
Produits	184 011	171 711	164 786	168 115	210 972	158 740	159 843	157 091
Marge du BAIIA ajusté	29,0 %	30,1 %	27,5 %	27,0 %	36,8 %	27,7 %	28,4 %	24,7 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,50	0,48	0,42	0,43	0,73	0,41	0,44	0,38
Dilué	0,50	0,42	0,42	0,42	0,56	0,31	0,37	0,38

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 31 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(192)	12 639	4 895	7 645	39 418	11 067	10 484	(2 517)
Amortissements	11 921	11 736	12 603	12 842	13 406	13 381	13 435	13 713
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	3 816	1 422	5 140	4 493	3 100	1 511	3 448	8 010
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures	599	(20)	(412)	(913)	364	(340)	(1 712)	(228)
Rémunération fondée sur des actions	9 522	3 357	4 813	3 773	2 474	3 423	3 951	2 507
Profit à la vente de fonds	—	—	—	—	—	(5 139)	—	—
Autres charges (produits)	713	1 230	3	2	(6 680)	5	595	5 579
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(3 530)	(1 455)	(2 170)	(1 753)	(1 919)	(257)	(1 493)	(3 520)
Résultat net ajusté	22 849	28 909	24 872	26 089	50 163	23 651	28 708	23 544
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,00)	0,12	0,05	0,07	0,37	0,10	0,10	(0,02)
Résultat net ajusté	0,21	0,27	0,23	0,25	0,47	0,22	0,28	0,23
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,00)	0,11	0,04	0,07	0,30	0,09	0,09	(0,02)
Résultat net ajusté	0,21	0,25	0,23	0,24	0,37	0,18	0,24	0,23

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 32 – Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en milliers de dollars)

	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	47 487	48 589	37 218	34 641	70 265	46 180	39 828	30 109
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	4 464	6 187	15 807	(60 389)	(12 666)	33 528	(25 705)	(43 572)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	51 951	54 776	53 025	(25 748)	57 599	79 708	14 123	(13 463)
Règlement d'obligations au titre du prix d'achat	(937)	—	(1 500)	—	—	—	(1 500)	—
Produit tiré du billet à ordre	1 538	1 502	1 521	1 501	1 500	1 510	1 460	1 536
Distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, déduction faite des investissements	(321)	925	8 137	3 326	1 723	1 617	502	4 252
Dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	(6 215)	—	(3 167)	—	(5 895)	—
Paiements de loyers	(3 862)	(4 727)	(3 038)	(4 718)	(4 690)	(3 837)	(4 925)	(4 510)
Intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures	(10 519)	(11 244)	(12 775)	(13 995)	(6 299)	(12 174)	(12 019)	(10 379)
Autres coûts de restructuration	3 333	1 015	2 685	1 569	2 075	1 226	452	1 180
Frais liés aux acquisitions et autres coûts	180	—	—	32	420	130	341	716
Flux de trésorerie disponibles	41 363	42 247	41 840	(38 033)	49 161	68 180	(7 461)	(20 668)
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois	87 417	95 215	121 148	71 847	89 212	98 056	45 198	67 891

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 33 – Rapprochement de la dette nette et du ratio de la dette nette (en milliers de dollars)

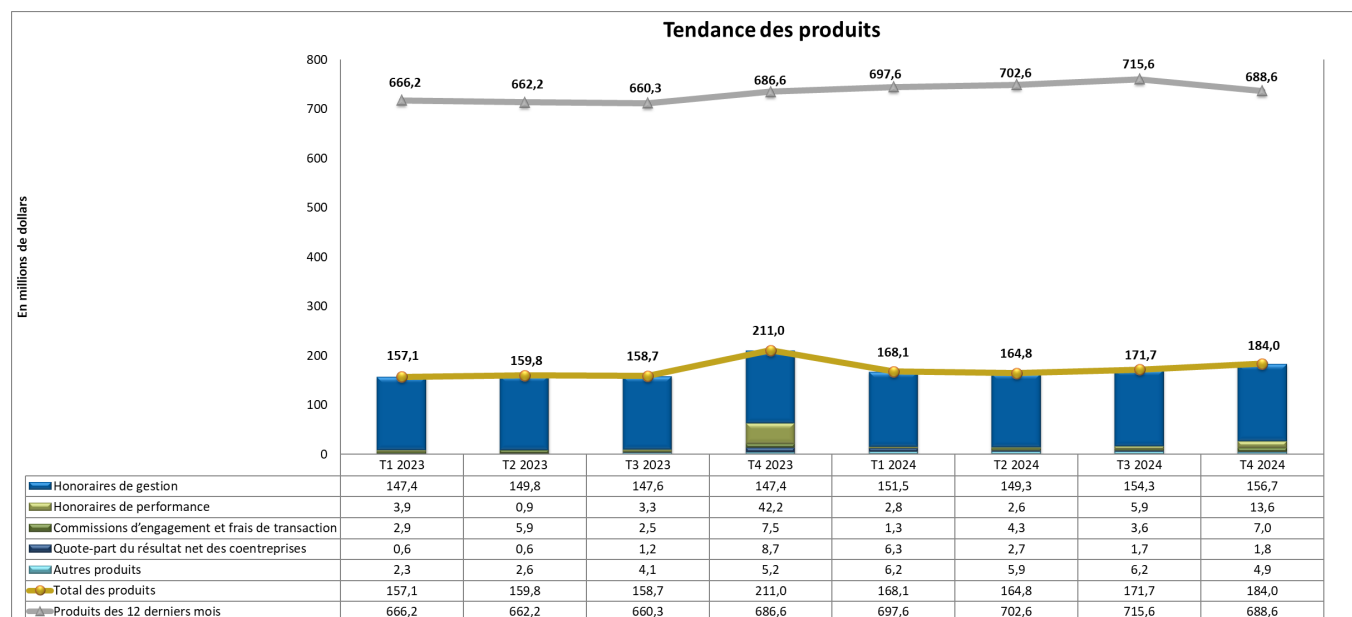
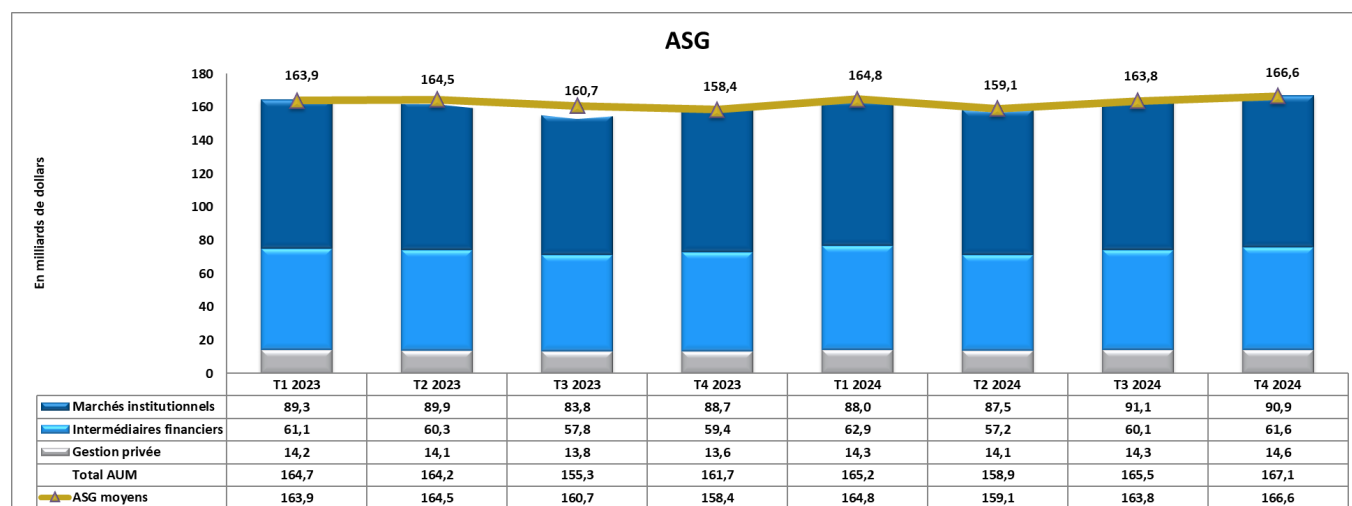
	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
Dette à long terme	534 447	520 607	535 596	528 789	490 922	502 718	533 814	481 501
Partie courante des débentures	—	—	—	—	—	—	108 758	—
Débentures	164 939	164 660	164 441	164 174	163 968	163 710	161 354	207 865
Juste valeur des swaps de devises croisées ¹⁾	(12 732)	(462)	(716)	169	14 987	(1 063)	(661)	1 324
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(35 356)	(29 904)	(30 328)	(36 634)	(65 605)	(42 259)	(141 370)	(81 633)
Dette nette	651 298	654 901	668 993	656 498	604 272	623 106	661 895	609 057
BAIIA ajusté des 12 derniers mois	195 764	219 985	212 242	212 426	205 854	181 058	182 364	183 333
Ratio de la dette nette	3,33	2,98	3,15	3,09	2,94	3,44	3,63	3,32

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Sommaire des résultats trimestriels

Tendances des ASG, des produits, du résultat net et des flux de trésorerie

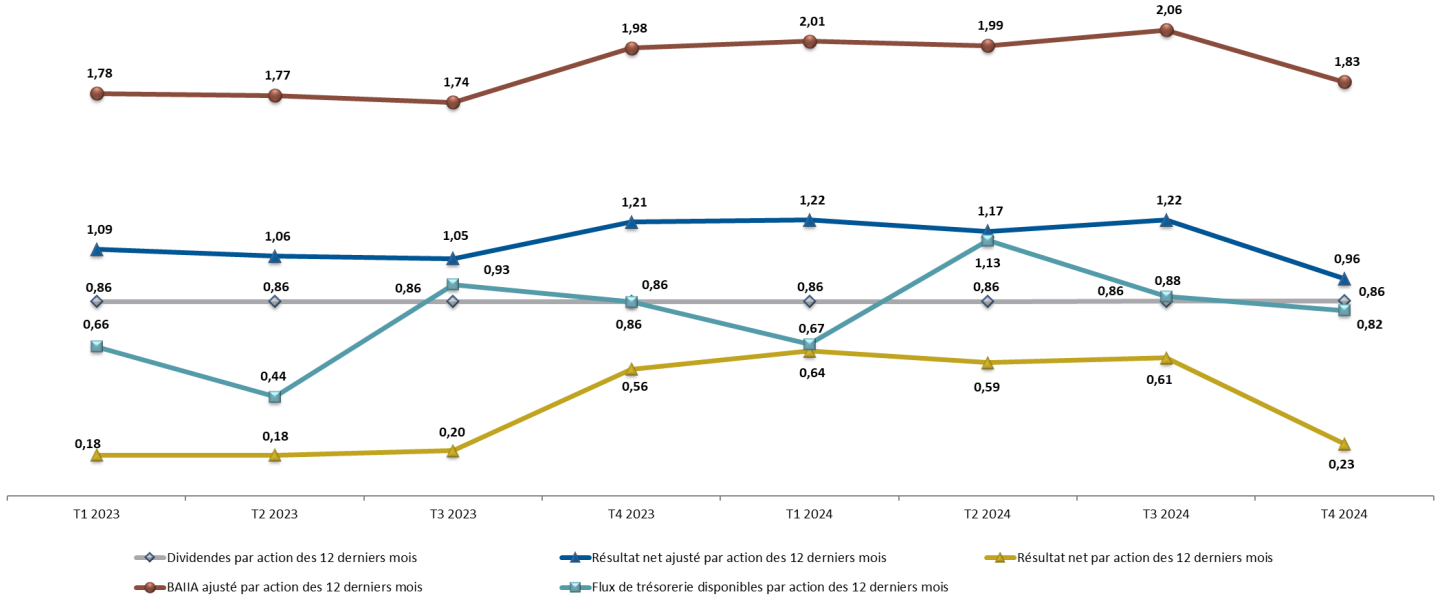
Les diagrammes qui suivent illustrent les tendances en ce qui concerne les ASG, les produits trimestriels, les produits des douze derniers mois, le résultat net par action des douze derniers mois, le résultat ajusté par action des douze derniers mois¹⁾, le BAIIA ajusté par action des douze derniers mois¹⁾, le dividende par action des douze derniers mois, les flux de trésorerie disponibles par action des douze derniers mois¹⁾, le résultat net des douze derniers mois, le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹⁾ ainsi que la marge du BAIIA ajusté des douze derniers mois¹⁾. Les diagrammes illustrent aussi les tendances en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois¹⁾ et les dividendes versés des douze derniers mois, ainsi que le ratio de la dette nette¹⁾ et le ratio de la dette à long terme de la Société.



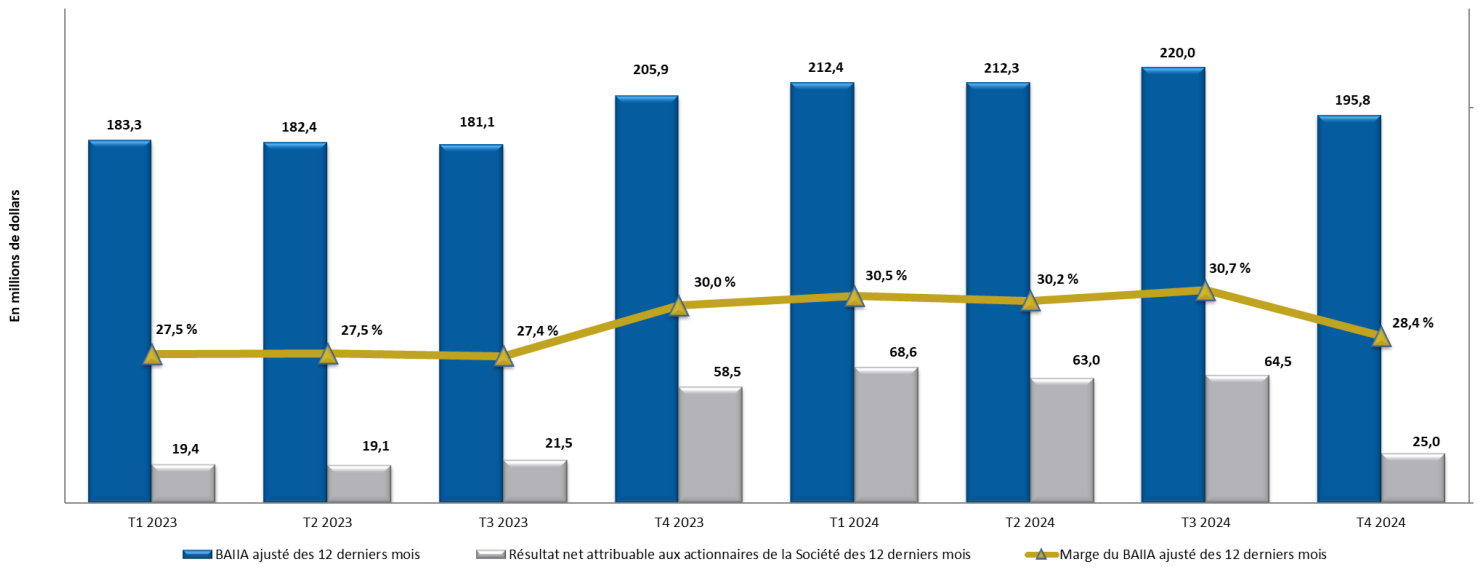
¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

Sommaire des résultats trimestriels

Résultat net des 12 derniers mois, résultat net ajusté des 12 derniers mois, BAIIA ajusté des 12 derniers mois, dividendes des 12 derniers mois et flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action¹⁾

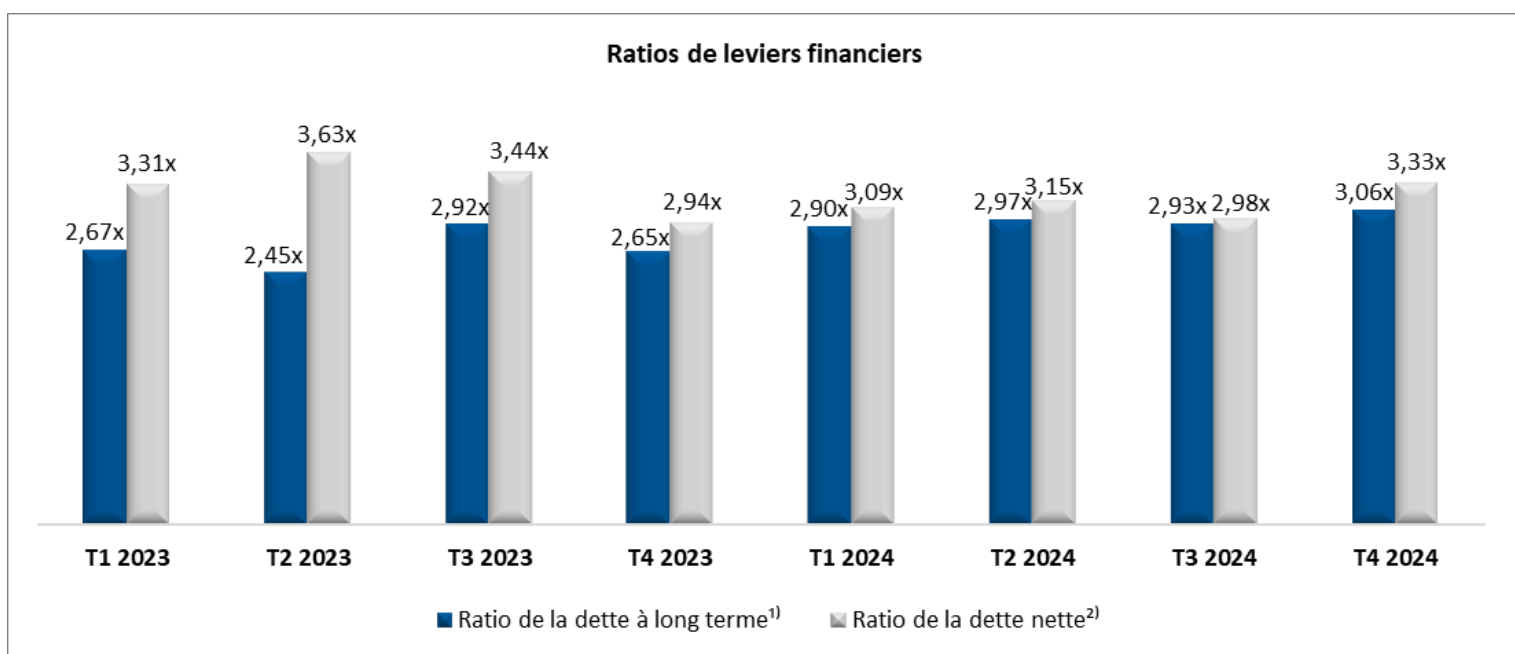
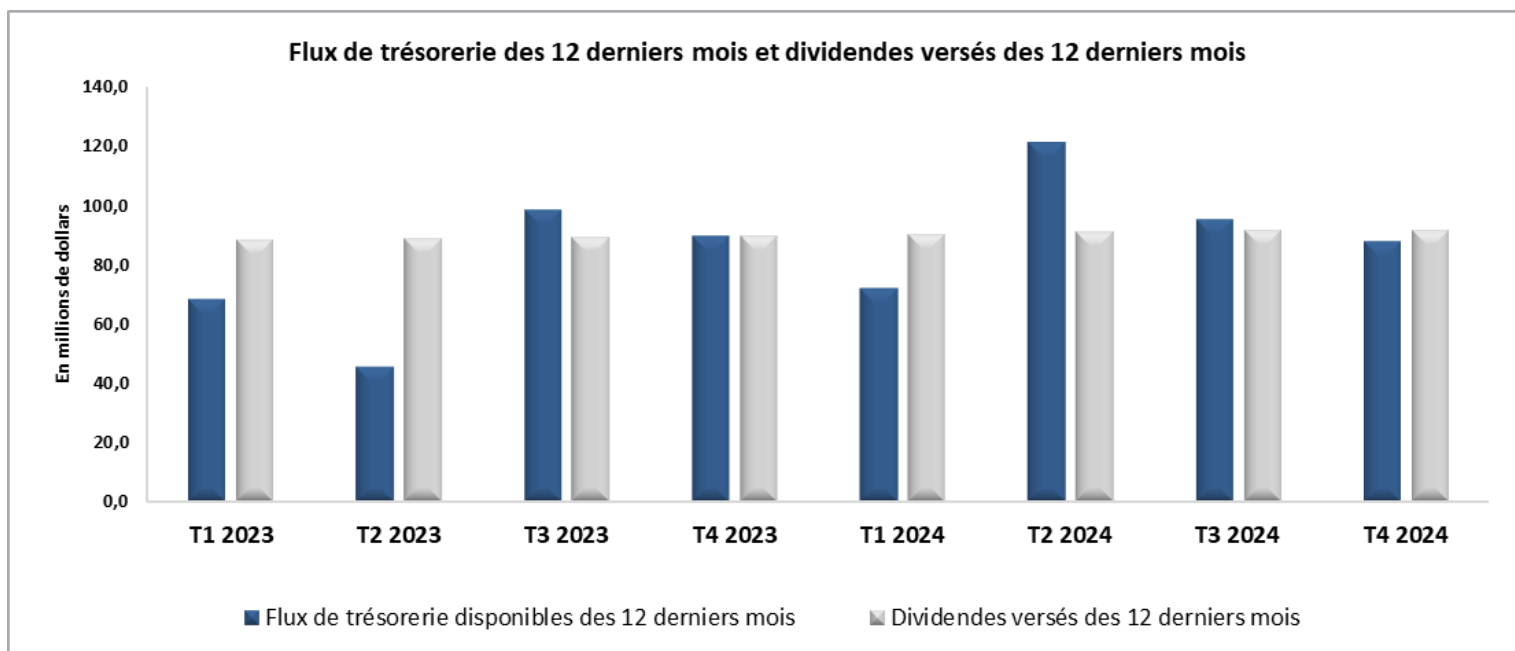


Résultat net des 12 derniers mois, BAIIA ajusté des 12 derniers mois et marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois



¹⁾ Les montants par action des douze derniers mois du T4 2024 et du T4 2023 sont fondés sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Représente le montant brut de la dette à long terme et des autres obligations, déduction faite de la trésorerie, divisé par le BAIIA des douze derniers mois calculé conformément à l'entente de crédit.

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 49 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 66 à 69.

Principales données annuelles

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

Tableau 34 – Principales données annuelles (en milliers de dollars sauf les données par action)

	AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES EXERCICES CLOS À CES DATES		
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Honoraires de gestion	611 995	592 237	602 801
Honoraires de performance	24 778	50 311	32 080
Commissions d'engagement et frais de transaction	16 258	18 801	23 949
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	12 428	11 120	16 547
Autres produits	23 164	14 177	6 062
Total des produits	688 623	686 646	681 439
Total des charges	638 653	600 748	639 794
Résultat avant l'impôt sur le résultat	49 970	85 898	41 645
Charge d'impôt sur le résultat	14 708	19 625	10 123
Participation ne donnant pas le contrôle	10 275	7 821	6 169
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	24 987	58 452	25 353
Résultat net par action (de base)	0,23	0,56	0,25
Résultat net par action (dilué)	0,23	0,50	0,24
Dividendes déclarés par action	0,86	0,86	0,86
Total des actifs	1 251 475	1 287 964	1 329 331
Total des passifs non courants	770 050	732 042	756 557

SITUATION FINANCIÈRE

Tableau 35 – Situation financière (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023	Variation d'un exercice à l'autre
Actifs			
Actifs courants	237 281	267 853	(30 572)
Actifs non courants	1 014 194	1 020 111	(5 917)
	1 251 475	1 287 964	(36 489)
Passifs			
Passifs courants	187 705	228 693	(40 988)
Passifs non courants	770 050	732 042	38 008
	957 755	960 735	(2 980)
Actifs nets	293 720	327 229	(33 509)

Le total des actifs s'établissait à 1 251,5 millions de dollars au 31 décembre 2024, soit une diminution de 36,5 millions de dollars, ou 2,8 %, par rapport au total des actifs de 1 288,0 millions de dollars au 31 décembre 2023. La diminution s'explique par une baisse des actifs courants de 30,6 millions de dollars, essentiellement attribuable à une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. En outre, les actifs non courants ont diminué de 5,9 millions de dollars en raison principalement d'une baisse de 24,7 millions de dollars des immobilisations incorporelles et d'une baisse de 6,4 millions de dollars des actifs au titre de droits d'utilisation, en grande partie attribuable à l'amortissement, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par une hausse du goodwill de 15,9 millions de dollars résultant de la conversion des monnaies étrangères, ainsi que par une hausse de 7,6 millions de dollars des actifs d'impôt différé.

Le total des passifs s'établissait à 957,8 millions de dollars au 31 décembre 2024, soit une diminution de 3,0 millions de dollars, ou 0,3 %, par rapport au total des passifs de 960,7 millions de dollars au 31 décembre 2023. La diminution découle d'une baisse de 41,0 millions de dollars des passifs courants, qui s'explique essentiellement par une diminution de 18,2 millions de dollars des créditeurs et charges à payer, surtout attribuable à une baisse des honoraires de sous-conseiller et à une baisse de l'impôt sur le résultat à payer, par une diminution de 14,2 millions de dollars de la partie courante des instruments financiers dérivés en raison de la conversion des monnaies étrangères, par une diminution de 12,0 millions de dollars de la partie courante des obligations au titre du prix d'achat, qui ont été réglées au cours de l'exercice, ainsi que par une diminution de 3,9 millions de dollars des dépôts-clients et produits différés. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par une augmentation de 8,4 millions de dollars de la partie courante des passifs fondés sur des actions réglés en trésorerie. La diminution des passifs courants a été en grande partie contrebalancée par une hausse de 38,0 millions de dollars des passifs non courants, découlant essentiellement d'une augmentation de 43,5 millions de dollars de la dette à long terme en raison de la conversion des monnaies étrangères, en partie compensée par une baisse de 9,2 millions de dollars des obligations locatives.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le 21 juin 2024, la haute direction de la Société et certains membres de son conseil d'administration ont acquis la totalité des parts de Fiera Capital S.E.C. (« Fiera S.E.C. ») et la totalité des actions de Gestion Fiera inc. (« Gestion Fiera ») précédemment détenues par Desjardins Holding financier inc., filiale en propriété exclusive indirecte de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (l'« opération »). L'opération, qui ne comporte aucun acheteur externe, visait les parts de Fiera S.E.C. et les actions de Gestion Fiera (les « titres achetés »), soit 7 257 960 actions de catégorie B et actions de catégorie A de la Société, ce qui représente 6,8 % du nombre total d'actions en circulation à la date de l'opération.

Les titres achetés ont été acquis au prix de 7,25 \$ chacun, pour un prix d'achat total d'environ 53 millions de dollars. La partie des titres achetés acquise par la haute direction de la Société a été financée au moyen d'un emprunt de 20 millions de dollars qu'une banque canadienne a mise à la disposition de 16121136 Canada Inc. (« ExecCo »), une société constituée par ces membres de la haute direction. Toutes les obligations aux termes de l'emprunt attribuées à ExecCo sont cautionnées par la Société (la « caution de la Société »). L'acquisition d'une partie des titres achetés a permis à l'équipe de haute direction de la Société de renforcer son investissement dans l'avenir de l'entreprise, en alignant directement ses intérêts et incitatifs à long terme sur les objectifs stratégiques de la Société au moyen d'une participation accrue dans celle-ci.

Dans le cadre de son mandat, le comité des candidatures et de la gouvernance du conseil d'administration (le « comité »), composé exclusivement d'administrateurs indépendants, a été chargé d'examiner et d'évaluer l'éventuelle caution de la Société, notamment si la caution de la Société était dans l'intérêt de la Société. Il a été décidé à l'unanimité, après consultation de ses conseillers juridiques externes indépendants, que la caution de la Société est dans l'intérêt de Fiera Capital. Après avoir reçu la recommandation unanime du comité, le conseil d'administration de Fiera Capital a approuvé à son tour à l'unanimité la caution de la Société.

La caution de la Société a été comptabilisée conformément aux principes d'évaluation des contrats de garantie financière d'IFRS 9 *Instruments financiers*. Les contrats de garantie financière sont initialement évalués à la juste valeur et ultérieurement évalués au montant le plus élevé entre la valeur initiale diminuée du cumul des produits comptabilisés et la correction de valeur pour pertes au titre des pertes de crédit attendues. L'exposition maximale de la Société au risque de perte de crédit correspond au capital en cours de la garantie financière et aux intérêts non versés, moins les sommes recouvrables auprès de l'emprunteur, le cas échéant. La probabilité des cas de défaillance aux termes du contrat de prêt a été prise en compte dans l'évaluation de la perte de crédit attendue. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a comptabilisé une provision pour pertes de crédit attendues de 0,7 million de dollars liée au contrat de garantie financière. Cette provision est incluse au poste Autres charges dans les états consolidés du résultat net et au poste Crédoeurs et charges à payer dans l'état de la situation financière.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 31 décembre 2024, les principaux instruments financiers de la Société s'établissaient comme suit.

Débetures

Les débetures convertibles et hybrides sont présentées au coût amorti dans les états consolidés de la situation financière. La charge de désactualisation sur les débetures est calculée au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. La charge d'intérêts sur les débetures est comptabilisée dans les intérêts sur la dette à long terme et les débetures.

Dette à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires. La dette à long terme est présentée au coût amorti dans les états consolidés de la situation financière. La charge d'intérêts sur la dette à long terme est comptabilisée dans les intérêts sur la dette à long terme et les débetures.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme et de contrats de swap de devises, qui sont présentés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière. Les intérêts sur les instruments dérivés sont comptabilisés dans les intérêts sur la dette à long terme et les débetures.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation de données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et elles sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

Les profits nets (pertes nettes) sur les instruments dérivés comptabilisés dans les états consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 se présentent comme suit.

Tableau 36 – Profits nets (pertes nettes) sur instruments dérivés (en milliers de dollars)

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2024	2023
Contrats de change		
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	(1 440)	599
b) Swaps de devises – détenus à des fins de transaction	32 823	(6 416)

a) Contrats de change à terme et swaps de devises — détenus à des fins de transaction

La Société conclut des contrats de change à terme et des swaps de devises comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés futurs libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à douze mois ainsi que des actifs et passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en monnaies étrangères.

Ces contrats sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les autres produits ou les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières à l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert. Les contrats de change à terme et les contrats de swap de devises en vigueur viennent contractuellement à échéance dans moins de douze mois.

b) Swaps de devises croisées – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société (note 17), la Société peut emprunter, soit en dollars américains au taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou au taux basé sur le SOFR à terme ajusté majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %, soit en dollars canadiens au taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou au taux composé quotidien ajusté ou au taux CORRA à terme majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société a effectivement créé un équivalent synthétique à un emprunt en dollars canadiens au taux CORRA majoré d'un écart sur un notionnel désigné en empruntant sur la facilité libellée en dollars américains au SOFR majoré d'un écart, et en l'échangeant contre un taux CORRA majoré d'un écart au moyen d'un swap de devises croisées.

L'objectif de cette stratégie est de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au SOFR des États-Unis et du swap de devises croisées correspondent exactement (notionnel en dollars américains, SOFR, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises croisées sont contrebalancés par des profits (pertes) équivalents à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité, et est donc présenté dans les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières. Les contrats de swap de devises croisées en vigueur viennent contractuellement à échéance dans moins de douze mois.

c) Contrats de swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Les emprunts sur la facilité portent intérêt à un taux variable majoré d'un écart, mais le risque couvert est désigné comme étant seulement la composante taux variable de l'exposition totale au risque de taux d'intérêt, excluant l'écart. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe, se situant entre 3,7 % et 4,2 %, appliqué au notionnel de chaque contrat. Les intérêts sont réglés chaque trimestre.

Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Afin de démontrer l'existence d'une relation économique entre les emprunts à taux variable et les swaps de taux d'intérêt, une évaluation prospective de l'efficacité a été effectuée à la création, et une telle évaluation est aussi effectuée à chaque période de présentation de l'information financière trimestrielle. La Société a établi un ratio de couverture de 1:1, puisque le montant notionnel des emprunts à taux variable est équivalent au montant notionnel des swaps de taux d'intérêt. La couverture pourrait s'avérer inefficace en raison du risque de crédit d'une contrepartie, de différences entre l'échéancier des flux de trésorerie, des variations du taux variable, ainsi que de toute autre variation des taux de référence ayant une incidence sur les couvertures ou sur les expositions couvertes.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé une perte de 2,1 millions de dollars, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,7 million de dollars, dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 (un profit nominal dans les autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,1 million de dollars, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023). Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des trimestres clos le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023. Les contrats de swap de taux d'intérêt en vigueur viennent contractuellement à échéance dans plus de douze mois.

Instruments de niveau 3

a) Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater Capital Partners, LLC (« Clearwater »)

Au 31 décembre 2023, la valeur maximale de l'obligation au titre du prix d'achat avait été atteinte. Le montant restant total obtenu pour l'obligation au titre du prix d'achat a été réglé au moyen de l'émission de 1 378 829 actions de catégorie A pour une contrepartie équivalant à 10,0 millions de dollars (7,3 millions de dollars américains), le 2 juillet 2024.

b) Billet à ordre – Wilkinson Global Asset Management LLC (« WGAM »)

Le 31 décembre 2020, la Société a conclu la vente de la totalité de sa participation dans WGAM en contrepartie d'un billet à ordre émis par WGAM pour un notionnel de 35,7 millions de dollars (28,0 millions de dollars américains). Aux termes de l'entente, le billet à ordre porte intérêt au taux SOFR à trois mois majoré d'une prime de 3,1 % au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. Le capital et les intérêts relatifs au billet à ordre seront remboursables à la Société par le biais de versements trimestriels fondés sur un montant de produits déterminé pour chaque trimestre, avec un remboursement annuel minimal de 1,8 million de dollars américains. Le billet à ordre est garanti par les participations des membres et les actifs de WGAM.

Le billet à ordre est un actif financier comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net et il a été classé comme un instrument évalué au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. La valeur actualisée du billet à ordre a été évaluée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer le billet à ordre sont tirées de données non observables, à savoir les prévisions des actifs sous gestion, les prévisions des produits et le taux d'actualisation ajusté en fonction de la qualité du crédit, qui reflètent l'échéance estimative du billet à ordre. La Société utilise un taux d'actualisation variant entre 7,5 % et 9,5 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et l'exercice clos le 31 décembre 2023. La juste valeur de l'instrument s'établissait à 21,7 millions de dollars (15,1 millions de dollars américains) au 31 décembre 2024 et à 23,0 millions de dollars (17,4 millions de dollars américains) au 31 décembre 2023.

En raison de la nature non observable des données d'entrée, l'évaluation de cet instrument financier de niveau 3 pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. Par ailleurs, la relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction de la qualité du crédit et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement directe, et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les principales données d'entrée non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction de la qualité du crédit, les actifs sous gestion et les prévisions des produits et a établi une fourchette des justes valeurs raisonnables variant entre 21,0 millions de dollars (14,6 millions de dollars américains) et 21,9 millions de dollars (15,2 millions de dollars américains) au 31 décembre 2024 (entre 22,1 millions de dollars [16,8 millions de dollars américains] et 23,3 millions de dollars [17,7 millions de dollars américains] au 31 décembre 2023).

c) Placements

Les placements classés dans le niveau 3 sont des placements dans des fonds privés alternatifs. Les placements sont évalués à la valeur de marché à chaque date de clôture en fonction de la valeur liquidative des fonds sous-jacents.

Risques liés aux instruments financiers

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers, aux risques suivants : risque de marché, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente les risques auxquels elle était exposée aux 31 décembre 2024 et 2023.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société d'attirer et de conserver les clients, constitue le principal inducteur de performance de ses résultats continus.

Les états consolidés de la situation financière présentent le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient.

L'appréciation ou la dépréciation de la juste valeur des placements ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux placements dans des fonds de placement du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés des placements et, en conséquence, sur la juste valeur des actifs financiers détenus, soit les titres de fonds de placement, les titres de capitaux propres et les titres à revenu fixe.

Les gestionnaires du portefeuille de la Société surveillent les risques liés au portefeuille dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Aux 31 décembre 2024 et 2023, le portefeuille de placements de la Société comprenait des placements dans des fonds de placement et d'autres titres. Les fonds de placement comprennent essentiellement un portefeuille de placements très diversifié en titres privés alternatifs, en titres de capitaux propres ou en obligations.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions, les placements, les créances clients et autres débiteurs et autres actifs courants et non courants. La valeur comptable des actifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière, autres que les instruments financiers dérivés, représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date de clôture.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions est limité parce que les contreparties en cause sont des banques commerciales ou des institutions financières auxquelles les agences de notation indépendantes ont accordé des cotes élevées.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients et autres débiteurs et de ses autres actifs courants et non courants. Les montants sont présentés dans les états consolidés de la situation financière après déduction des pertes de crédit attendues, lesquelles ont fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle et de la situation financière des contreparties. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des soldes des clients. Aucun client ne représentait plus de 10 % des débiteurs aux 31 décembre 2024 et 2023.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie et à sa dette à long terme. Les taux d'intérêt sur sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes de contrats de swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de sa trésorerie soumise à restrictions, de ses débiteurs, de ses placements, de ses instruments financiers dérivés, de ses autres actifs courants et non courants, de ses créditeurs et charges à payer, de ses obligations au titre du prix d'achat et de sa dette à long terme. La Société gère une partie de son exposition aux monnaies étrangères en appariant ses positions d'actifs et de passifs et en ayant recours à des swaps de devises croisées. Plus précisément, elle procède à un appariement de sa dette à long terme libellée dans une monnaie étrangère donnée avec des actifs à long terme libellés dans la même monnaie. L'exposition aux monnaies étrangères est aussi gérée au moyen de contrats de change à terme et de swaps de devises.

Risque de liquidité

La Société est également exposée au risque de liquidité. Voir la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour obtenir de plus amples renseignements.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Déclaration de dividendes

Le 25 février 2025, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,216 \$ par action de catégorie A et par action de catégorie B, payable le 10 avril 2025 aux actionnaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 10 mars 2025. Le dividende est un dividende admissible aux fins de l'impôt sur le revenu.

Acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement

Le 6 janvier 2025, une filiale en propriété exclusive indirecte de Fiera Capital a acquis des actions additionnelles dans le capital social d'une plateforme de placement spécialisée dans les habitations locatives, ce qui a fait passer sa participation d'environ 33 % à 51 %.

ESTIMATIONS COMPTABLES D'IMPORTANCE CRITIQUE

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

Les estimations comptables d'importance critique de la Société, et leurs méthodes comptables respectives, vont comme suit.

Paiements fondés sur des actions

La Société comptabilise la charge de rémunération relative aux transactions avec des employés qui sont réglées en trésorerie et en capitaux propres en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués et aux transactions qui sont réglées en trésorerie à chaque date de clôture subséquente. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, évaluer s'il est probable que certaines conditions de performance applicables seront remplies et estimer le nombre d'unités à l'égard desquelles il est prévu que les droits seront acquis.

Dépréciation des actifs non financiers, secteur opérationnel et unités génératrices de trésorerie (« UGT »)

La direction doit faire preuve de jugement pour identifier les groupes d'UGT et déterminer le niveau auquel les actifs non financiers sont soumis à des tests de dépréciation.

Le principal décideur opérationnel apprécie régulièrement la performance et répartit les ressources sur une base globale consolidée. En conséquence, la Société a un seul secteur opérationnel, à savoir celui des services de gestion d'actifs. Aux fins du test de dépréciation du goodwill, le goodwill a été attribué au groupe d'UGT représentant le secteur opérationnel puisqu'il s'agit du niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois par année. La valeur recouvrable du secteur opérationnel est déterminée en fonction du montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ce calcul nécessite la formulation d'hypothèses et l'utilisation d'estimations, dont les taux de croissance des flux de trésorerie futurs, le nombre d'années utilisées dans le modèle des flux de trésorerie, le taux d'actualisation et d'autres estimations.

La direction détermine s'il existe des indices de dépréciation pour ce qui est des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée à chaque période de clôture. Lorsqu'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle à sa valeur recouvrable. Les valeurs recouvrables des immobilisations incorporelles sont basées sur la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de la vente, dont le calcul nécessite la formulation d'estimations concernant les flux de trésorerie futurs, ce qui tient compte des taux projetés d'attrition et de croissance qui se répercutent sur les actifs sous gestion, les taux d'actualisation et le pourcentage de la marge brute.

Contrats de location

La Société a fait preuve de jugement pour déterminer la durée de certains contrats de location pour lesquels elle est un preneur lorsqu'ils comportent des options d'achat, de renouvellement ou de résiliation. L'évaluation à savoir si la Société a la certitude raisonnable d'exercer ces options a une incidence sur la durée du contrat. La Société a également exercé son jugement pour déterminer le taux d'actualisation utilisé pour actualiser les paiements de loyers futurs. La durée des contrats de location et le taux d'actualisation peuvent avoir une incidence importante sur la valeur comptable des obligations locatives et des actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés.

Regroupements d'entreprises et autres transactions

Le processus de répartition du prix d'achat résultant d'un regroupement d'entreprises ou d'une transaction comptabilisée à titre d'acquisition d'actifs et de reprise de passifs exige de la direction qu'elle estime la juste valeur des actifs identifiables acquis, dont les immobilisations incorporelles, et les passifs repris, incluant toute obligation éventuellement payable au titre du prix d'achat exigible. La Société se sert de techniques d'évaluation qui reposent généralement sur les flux de trésorerie nets futurs prévus actualisés. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses utilisées par la direction quant au rendement futur des actifs concernés et aux taux d'actualisation qui sont appliqués.

Impôt sur le résultat

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat exige beaucoup de jugement dans l'interprétation des lois et règlements fiscaux de divers territoires, qui font l'objet de changements. La détermination de la charge d'impôt définitive de certaines transactions et de certains calculs est incertaine. Lorsque l'issue finale, sur le plan fiscal, de ces questions ne correspond pas aux montants qui ont été initialement comptabilisés, les différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période dans laquelle une telle détermination a été faite.

L'établissement des montants des actifs et passifs d'impôt différé à constater fait appel au jugement. Des jugements importants doivent être posés afin d'établir le calendrier de résorption des différences temporaires auxquelles les taux d'impôt futurs sont appliqués. La comptabilisation des actifs d'impôt différé, qui se limite au montant dont la réalisation est probable, est estimée en tenant compte du calendrier, des sources et du niveau de résultat imposable futur.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

IFRS modifiées, interprétations et modifications

Des normes révisées sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. Leur adoption n'a eu d'incidence significative ni sur les montants présentés ni sur les informations fournies dans les présents états financiers.

Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées

IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié *IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir* (« IFRS 18 »), qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers* et qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. IFRS 18 introduit de nouvelles exigences en matière de classement des produits et des charges dans des catégories précises et de présentation des sous-totaux définis dans l'état du résultat net, de nouveaux principes de regroupement et de ventilation au sein des états financiers et des notes annexes, ainsi que des exigences en matière d'informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

Autres

À la date d'approbation des présents états financiers consolidés, l'IASB avait publié d'autres nouvelles normes et des modifications de normes existantes, ainsi que de nouvelles interprétations, qui n'étaient pas encore entrées en vigueur. La Société n'a adopté par anticipation aucune de ces normes ou modifications de normes existantes.

La direction prévoit adopter toutes les prises de position pertinentes pour la première période ouverte à compter de leur date d'entrée en vigueur. Les nouvelles normes, modifications et interprétations non adoptées pour la période considérée sont en cours d'évaluation par la direction et elles n'ont pas été présentées, car elles ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers de la Société.

CONTRÔLE INTERNE ET PROCÉDURES

Le président du conseil et chef mondial de la direction ainsi que le directeur exécutif et chef de la direction financière mondiale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS. Le cadre de contrôle interne de la Société repose sur les critères publiés dans le rapport intitulé *Internal Control-Integrated Framework* (le « cadre COSO de 2013 ») publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « COSO »).

Le chef de la direction et le directeur exécutif et chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision, la conception (trimestriellement) et l'efficacité du fonctionnement (annuellement) des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2024 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces.

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2024, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Corporation Fiera Capital est une société de gestion de placement mondiale qui compte des filiales dans différents territoires (collectivement, dans la présente rubrique, « Fiera Capital »). Les renseignements et opinions exprimés dans le présent document sont fournis à titre indicatif seulement. Ils peuvent être modifiés et ils ne doivent pas servir de fondement à une décision de placement ou de vente. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, les présents renseignements importants au sujet de Fiera Capital et de ses services doivent être lus et compris conjointement avec tout le contenu accessible sur les sites Web de Fiera Capital.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tous les placements présentent un risque de perte, et rien ne garantit que les avantages exposés ici seront réalisés. Sauf indication contraire, les évaluations et les rendements sont calculés et libellés en dollars canadiens.

Les renseignements qui se trouvent dans le présent document ne constituent pas des conseils en placement, et l'investisseur ne doit pas s'y fier pour prendre des décisions de placement. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme une sollicitation d'achat ou une offre de vente de titres ou d'autres instruments financiers. Le présent document ne tient pas compte des objectifs et stratégies de placement d'un investisseur en particulier, de sa situation fiscale ni de son horizon de placement. Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée à l'égard de l'exactitude de ces renseignements, et aucune responsabilité n'est assumée quant aux décisions fondées sur ceux-ci. Toutes les opinions exprimées dans les présentes sont le fruit de jugements portés à la date de leur publication et peuvent changer. Bien que les faits et données contenus dans le présent document proviennent de sources que Fiera Capital estime fiables, nous n'en garantissons pas l'exactitude, et ces renseignements peuvent être incomplets ou résumés. Nous nous dégageons de toute responsabilité, quelle qu'en soit la nature, à l'égard de toute perte et de tout dommage directs, indirects ou consécutifs qui pourraient résulter de l'utilisation de l'information contenue dans ce document. Les tableaux, les graphiques et les descriptions de l'historique ou du rendement d'un placement ou d'un marché contenus dans le présent document ne constituent aucunement une déclaration indiquant que cet historique ou ce rendement se poursuivra ou que le scénario ou le rendement d'un placement sera similaire à celui qui figure dans les tableaux, graphiques ou descriptions.

Les tableaux et graphiques contenus dans le présent document sont fournis à titre illustratif seulement et ils n'ont pas pour but d'aider le lecteur à déterminer quels titres acheter ou vendre ou à quel moment acheter ou vendre des titres. Tout placement décrit dans le présent document y figure à titre d'exemple seulement et il ne constitue pas une déclaration que le même scénario de placement ou un scénario de placement similaire se reproduira dans un avenir rapproché ou qu'un placement futur sera aussi rentable que l'exemple ou qu'il n'entraînera pas de perte. Tous les rendements sont purement historiques, ils ne constituent pas une indication des performances futures et ils sont sujets à ajustement.

Chaque entité membre du groupe de sociétés Fiera Capital ne fournit des services de conseils en placement ou n'offre des fonds de placement que dans les territoires où cette entité est inscrite et où elle est autorisée à fournir ces services ou le produit pertinent en vertu d'une dispense d'inscription. Par conséquent, certains produits, services et renseignements connexes décrits dans le présent document pourraient ne pas être offerts aux résidents de certains territoires. Veuillez consulter les renseignements sur les produits ou les services en question pour en savoir plus sur les exigences légales (y compris les restrictions de placement) applicables à votre territoire. Pour des précisions sur l'inscription de tout membre du groupe de Fiera Capital ou sur la dispense d'inscription à laquelle il se fie, veuillez consulter le <https://www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites>.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Corporation Fiera Capital ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.



[fiera.com](https://www.fiera.com)